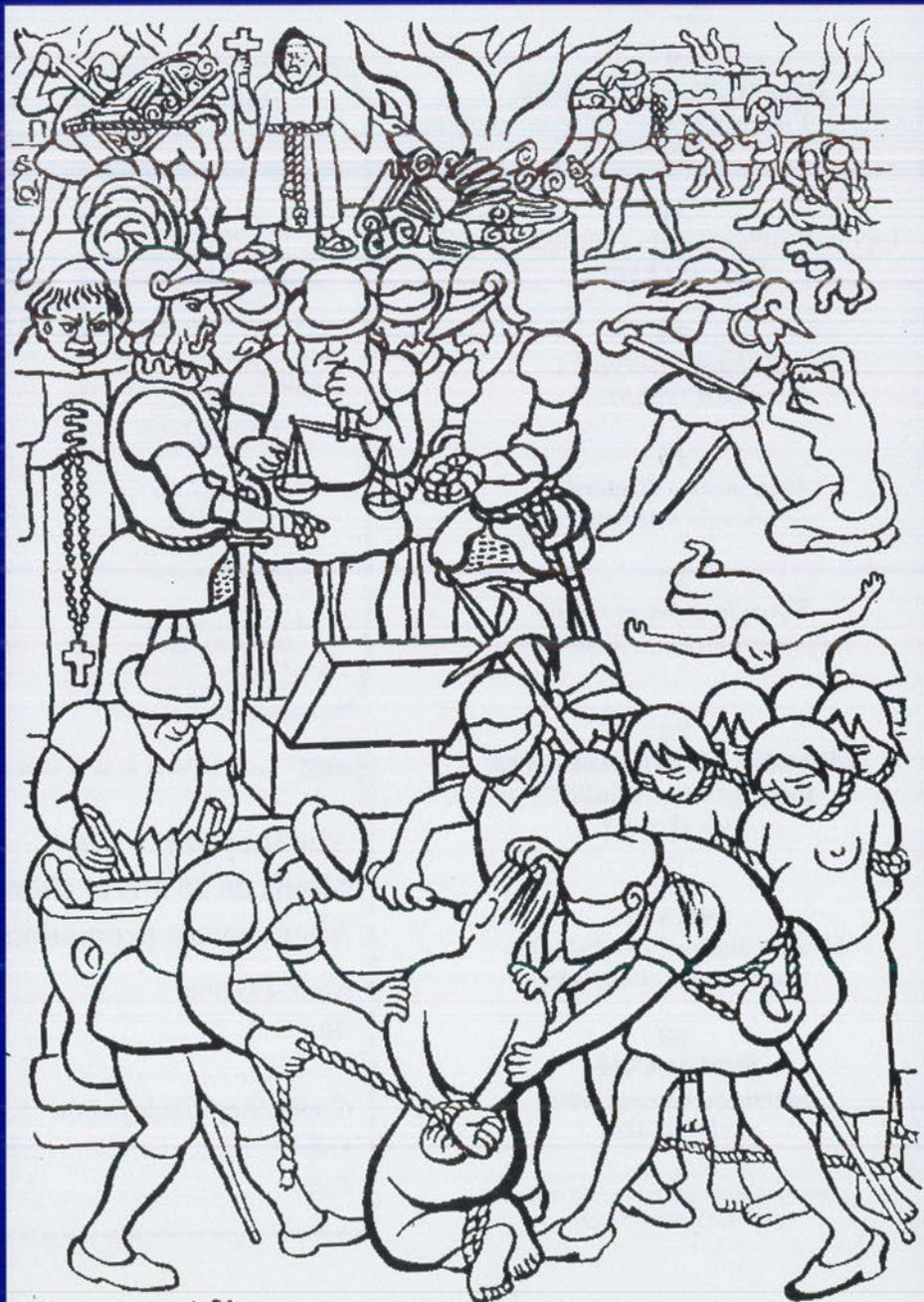


INpreCOR

Numéro 360 du 9 au 22 octobre 1992 ♦ 25 FF 6 FS 125 FB

500 ANS DE RESISTANCE

1492
1992



● **ITALIE**
Colère ouvrière

● **EUROPE**
**Tourmente
monétaire**

● **ISRAEL**
**"Assimilation"
des Falachas**

INpreCOR

**SOMMAIRE DU NUMERO 360
DU 9 au 22 octobre 1992**

3

DOSSIER ITALIE

La révolte ouvrière

Gigi MALABARBA

5

Il faut la grève générale !

DOCUMENT

7

EUROPE

Le serpent se mord la queue

Rollon BLOKHIS

9

DOSSIER 1492 / 1992

La fierté d'une Amérique indigène et noire

INPRECOR

10

Un demi-millénaire de résistance noire

Isaac AKCELRUD

14

Lève-toi Amérique !

DOCUMENT

16

Cinq siècles d'interdits

Eduardo GALEANO

20

Entre la croix et l'épée

Interview de Giulio GIRARDI

23

EUROPE / YUGOSLAVIE

Europe "terre d'asile" ?

Finn JENSEN

25

ISRAEL

L'"assimilation" des Falachas

Tikva HONIG-PARNASS

28

ROUMANIE

Elections sans surprises

Colin MEADE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

« Abonnez-vous... Réabonnez-vous ! »

Vous savez qu'*Inprecor* a été contraint d'augmenter ses tarifs d'abonnement depuis la rentrée — la dure loi du marché s'acharne sur les petites revues militantes qui ne disposent ni de sponsors, ni de "caisses noires".

Par ailleurs, nous avons lancé une offre promotionnelle d'abonnement, début juin, à 60 FF pour trois mois. Nous avons ainsi récolté de nombreux nouveaux lecteurs !

Cette offre est toujours valable — il est toujours temps d'encourager vos connaissances à profiter de cette occasion.

Par ailleurs, notre campagne de souscription se poursuit — les petits et les grands dons continuent d'arriver.

Peut-être avez-vous oublié de nous envoyer votre obole ou de voir qui de vos amis serait prêt à aider votre revue préférée à survivre... Il est encore temps !

Nous attendons votre aide.

La rédaction

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Editée par PEC (Presse-Edition-Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 250 FF pour six mois.
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à Inprecor,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Abonnement promotionnel (60 FF, 3 mois)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :



La révolte ouvrière

La participation des travailleurs à la manifestation nationale du 12 septembre 1992, appelée par le Parti de la refondation communiste (PRC) contre les décrets du gouvernement et pour le retrait de l'accord national du 31 juillet supprimant l'échelle mobile des salaires, a été importante et combative ; elle a tiré la sonnette d'alarme pour les directions syndicales. La coupe est désormais pleine ; les syndicats risquent aujourd'hui des débordements s'ils n'essayent pas de reprendre rapidement l'initiative.

Lorsque, le soir du 17 septembre, le gouvernement a adopté, peut-être plus rapidement que prévu, de nouveaux décrets encore plus virulents, réduisant le montant des retraites et entamant de manière radicale le système de remboursement des soins de santé, et alors que la lire était dévaluée — ce qui entraînera une hausse des prix —, la plupart des dirigeants syndicaux se sont limités à bafouiller et quelques leaders de la Confédération générale du travail (CGIL) ont commencé à parler de la nécessité d'organiser une riposte.

Par contre, cela a été suffisant pour que, le matin du 18 septembre, la grève soit déclenchée dans une centaine d'usines, surtout dans le Nord, à Brescia et à Milan : le blocage des rues et des chemins de fer a constitué une forme de protestation, permettant de populariser la lutte, face au manque de volonté évident de la CGIL, de la Confédération des syndicats libres (CISL) et de l'Union italienne du travail (UIL).

L'initiative prise par les conseils d'usine de Sesto S. Giovanni, dans la ceinture industrielle de Milan, est significative ; ils ont téléphoné à tous les travailleurs en grève pour leur donner rendez-vous devant le siège régional du syndicat. Après une heure de fortes pressions des salariés à l'entrée du local, exigeant la grève générale, les secrétaires régionaux sont apparus

En dix jours, plus d'un million de personnes sont descendues dans la rue, contre la suppression de l'échelle mobile des salaires et l'augmentation de l'âge de la retraite. En même temps, lors d'une élection partielle, 40 % des électeurs de Mantoue ont porté leur voix sur les Ligues.

Après avoir signé l'accord qui a mis le feu aux poudres avec le gouvernement (voir *Inprecor* n° 359 du 25 septembre 1992), les grandes centrales syndicales essayent de contenir le mécontentement et ont annoncé qu'elle appelaient à une grève générale de quatre heures (sauf dans les services publics), le 13 octobre 1992.

Gigi MALABARBA

devant la foule et ont proclamé la grève générale de la Lombardie dans le mégaphone du Comité de base syndical (COBAS) Ansaldo — un des organismes d'auto-organisation nés en opposition à la CGIL, à la CISL et à l'UIL —, tout en faisant leurs excuses aux travailleurs parce qu'ils n'avaient pas l'autorité pour convoquer une telle initiative au niveau national.

Chevaucher la grogne

C'est alors que les centrales syndicales ont essayé de reprendre le contrôle du mouvement en proclamant des grèves générales régionales dans tout le pays, échelonnées sur deux semaines ; en appelant à une manifestation nationale de retraités, le 26 septembre 1992, et à une grève nationale de la Fonction publique, le 2 octobre. Mais les directions syndicales sous-estiment toujours la portée du mécontentement populaire dans l'ensemble du pays — plus d'un million de travailleurs participent aux différentes manifestations et, chaque jour, imposent une révolte qui est partout identique, la "révolte ouvrière".

Des Alpes jusqu'en Sicile, les cortèges de manifestants réclament la grève générale nationale, le retrait de l'accord du 31 juillet et des autres décrets gouvernementaux ; ils contestent violemment les dirigeants syndicaux.

Après des années de silence forcé, imposé par une bureaucratie syndicale qui les a empêchés de se prononcer sur leurs choix, les travailleurs ont "utilisé la rue", en débordant la CGIL, la CISL et l'UIL.

Les meetings de fin de manifestation sont de plus en plus brefs, ne dépassant pas quatre ou cinq minutes, et les dirigeants syndicaux parlent désormais protégés par des boucliers de plastique transparent fournis par la police.

A Rome, comme ailleurs, l'estrade où se trouvaient les leaders, à la fin de la manifestation, placée à 300 mètres de la foule, était protégée par 2 500 membres du service d'ordre venus en renfort d'autres villes, par 1 000 agents de police en civil et par une escadre de carabinieri qui ont chargé préventivement les réfractaires qui ne voulaient pas se disperser, provoquant la panique et faisant des blessés. Les responsables syndicaux évoquent désormais le spectre du terrorisme pour freiner la poussée du mouvement, pour le diviser et pour gagner du temps avant d'appeler à la grève nationale, qui, selon eux, se réalisera si possible sans quitter les lieux de travail et seulement dans le but d'arracher de très petites modifications aux mesures économiques, dont, au fond, ils approuvent le contenu.

Deux événements significatifs ont eu lieu. Après douze ans de défaite ouvrière, à

l'usine de Mirafiori de la FIAT, les grèves sont totales — la direction demande explicitement aujourd'hui l'entrée du Parti démocratique de gauche (PDS, ancien Parti communiste italien — PCI) au gouvernement.

Par ailleurs, le 28 septembre, les élec-



tions provinciales de Mantoue, en Lombardie, ont enregistré un écroulement des partis au gouvernement déjà fort malmenés par les scandales, un maintien de l'opposition de gauche, mais aussi une énorme poussée de la Ligue lombarde qui, alliée avec une autre liste, atteint 40 % des voix. Les sondages pronostiquent désormais l'adhésion d'un tiers de l'électorat du Nord aux Ligues (1). Le gouvernement, par un décret qualifié d'"algérien" et, avec l'accord du PDS, a décidé de renvoyer au printemps 1993 les élections prévues dans deux autres provinces lombardes. La démagogie sur la "sécession fiscale" du Nord, que développent les Ligues, cache le soutien qu'elles apportent à la suppression de l'échelle mobile des salaires et rencontre un écho de masse. Toutes les couches sociales accueillent favorablement l'appel des Ligues à ne pas payer dès maintenant la taxe d'habitation dont le délai de paiement a été fixé au 30 septembre.

Dans le Nord, la protestation sociale trouve donc, pour le moment, un débouché politique de droite, le seul paraissant capable de faire tomber le vieux régime. Il est extrêmement significatif que, dans les meetings ouvriers, aucune revendication précise d'alternative politique ne prend forme ; les travailleurs se limitent à proclamer la nécessité d'arrêter à tout prix l'offensive gouvernementale.

La grève générale construite d'en bas et l'affirmation d'une direction syndicale alternative ont aujourd'hui une importance sans précédent pour l'avenir même du mouvement ouvrier.

Qui dirige le mouvement ?

La première grève a éclaté le 4 septembre, chez Alfa-Romeo, à Arese, à l'initiative du COBAS et des délégués de base — dans cette usine, l'auto-organisation des travailleurs est la plus avancée d'Italie. Ce mouvement a constitué un signal important, malgré la censure quasi-totale de la presse, contre l'accord du 31 juillet signé par la CGIL, la CISL et l'UIL qui a pavé la voie au plan d'austérité du gouvernement.

La situation chez Alfa-Romeo a encouragé l'émergence d'une coordination syndicale avec une dizaine d'autres usines de Milan, Rome et Naples pour « *refonder d'en bas un syndicat des travailleurs* », s'appuyant sur des délégués unitaires, élus et révocables et sans syndicalistes professionnels.

Mais le phénomène actuel le plus important concerne l'existence de quelques milliers de délégués, présents surtout dans l'industrie métallurgique-mécanique, qui se reconnaissent dans la minorité de la CGIL, la tendance *Essere Sindacato* (Être un syndi-

cat) (voir l'article en p. 5), qui est majoritaire dans des provinces comme celle de Brescia — la troisième ville industrielle du pays — et dans quelques secteurs régionaux. Ces derniers, qui gardent une forte capacité de mobilisation et qui bénéficient toujours des droits de contrôle syndical dont devraient normalement disposer les COBAS, agissent encore surtout dans une logique de pression des directions syndicales. Cependant, ils commencent à être traversés par une discussion concernant la nécessité d'imposer des règles de démocratie d'en bas à la bureaucratie, et de contraindre les directions de la CGIL, de la CISL et de l'UIL à consulter les travailleurs et à être tenues par des mandats précis pour les négociations.

"Essere Sindacato"

Des secteurs minoritaires de l'industrie, en partie issus d'une scission de la gauche de la CISL et en liaison avec de petits syndicats indépendants de la Fonction publique et des services, ont fondé la Confédération unitaire de base (CUB), qu'il ne faut pas confondre avec les COBAS de l'industrie qui, n'y adhèrent pas. Ces derniers, dans une optique propagandiste, parviennent à capitaliser le mécontentement de secteurs traditionnels, mais ils risquent, dans la phase actuelle, de fragmenter le mouvement en cours, auquel ils sont demeurés extérieurs, en organisant leurs propres initiatives autonomes.

Le débat politique le plus significatif a lieu aujourd'hui dans *Essere sindacato*, qui a obtenu, en 1991, 15 % des mandats au congrès de la CGIL, ce qui représente 200 000 inscrits ; ses propositions bénéficient aujourd'hui d'un écho probablement majoritaire parmi les travailleurs. Ses cadres, qui appartiennent à des secteurs de la gauche du PDS et au PRC, constituent la seule direction syndicale potentielle de rechange à l'échelle nationale, mais les conditions requises pour un renversement des rapports de force dans la CGIL n'existent pas en l'absence totale de critères démocratiques. Cette tendance a encore du mal à faire avancer la réflexion sur la nécessité d'une rupture à gauche de la CGIL. En effet, *Essere sindacato* ne parvient toujours pas à formuler ses propositions de "refondation à la base" d'un syndicat nouveau et démocratique de façon conséquente, alors que cela trouverait des correspondances, par exemple, dans les propositions des COBAS d'Alfa-Romeo.

Dans un contexte certes différent, cette situation a quelques similitudes avec la dialectique de la bataille qui a été menée dans le Parti communiste italien, avant la scission de janvier 1991 — "refonder dedans", "refonder dehors".

Les pressions des groupes dirigeants du "centre" de la CGIL et les impératifs de la situation politique — unité contre les risques d'un tournant autoritaire — ont, jusqu'à présent, bloqué des initiatives externes de la minorité qui auraient eu plus d'impact ; celle-ci a raté l'occasion de prendre la tête des luttes de façon décisive, en allant au-delà de la décision, tout à fait juste, de passer dans l'opposition, après la confirmation de la signature de l'accord du 31 juillet par la CGIL.

Le COBAS d'Alfa-Romeo a lancé un débat public avec les tenants d'*Essere Sindacato*, en particulier avec son porte-parole national, Fausto Bertinotti, et avec les délégués de Brescia qui proposent d'organiser une assemblée nationale auto-convoquée des Conseils d'usine — cette initiative oscille, de toute évidence, entre l'auto-organisation et l'instrumentalisation de la contestation pour exercer des pressions internes sur la direction syndicale. Le COBAS et ce qu'on pourrait définir comme la gauche de base de la minorité cherchent à mettre sur pied un front commun de l'opposition interne et externe à la CGIL, pour donner corps au mot d'ordre de grève générale et demander un référendum pour abroger la législation actuelle, qui laisse dans les mains des appareils de la CGIL, de la CISL et de l'UIL le monopole de toute négociation — cette proposition avait été lancée par Bertinotti lui-même — ; ce monopole doit être restitué aux conseils de délégués élus par les travailleurs.

L'évolution de la situation — dans la mesure où la bourgeoisie ne peut pas adoucir ses attaques — laisse encore la porte ouverte à une possible radicalisation des positions en présence. Une nouvelle capitulation de la bureaucratie, un "31 juillet sur l'Etat social", après la suppression de l'échelle mobile et l'extension de la majorité gouvernementale au PDS, pourrait provoquer une dynamique de rupture dans la CGIL. Si elle aboutissait à l'émergence de structures de base auto-organisées, cette rupture pourrait rapidement déboucher sur la construction d'un syndicat de classe et de masse, empêchant le reflux qu'entraînerait une défaite qui, si elle survenait, renverrait chez eux des milliers de militants, forgés dans la lutte depuis des années. Seule une rupture définitive avec les appareils bureaucratiques de la CGIL, de la CISL et de l'UIL permettrait d'espérer une inversion de tendance constituée, sur le terrain social, par la naissance et le développement de cet énorme mouvement et, sur le terrain politique, par l'apparition du PRC.

Pour l'instant, les incertitudes et les contradictions d'*Essere Sindacato* sont

1) Voir *Inprecor* n°354 du 6 juin 1992.

apparues au grand jour à l'occasion de son assemblée nationale, qui s'est tenue à Sesto S. Giovanni, le 3 octobre 1992. Mille délégués y ont participé, malgré l'appel du secrétaire général de la CGIL, Bruno Trentin, à ne pas organiser d'initiatives séparées, mais quelques dirigeants significatifs de la minorité ont déserté ce rendez-vous.

Le PRC à l'épreuve de la lutte

Malgré les limites programmatiques et politiques du PRC (2), les travailleurs ont mis leurs espoirs dans ce parti, espérant qu'il devienne un instrument utile et une référence pour la réorganisation des forces de gauche. Cela implique de grandes responsabilités pour le PRC alors que, en dehors de la manifestation du 12 septembre, ce parti n'a pas été, jusqu'à présent, en mesure de

répondre de façon adaptée aux tâches de direction propres à un tel mouvement de lutte dont, à la fin de sa première assemblée nationale, il avait souhaité l'apparition. Certains de ses cadres syndicaux les plus représentatifs ont même freiné l'orientation plus radicale de Fausto Bertinotti, qui demeure membre du PDS, contribuant à faire perdre l'occasion de faire un saut qualitatif dans la formation d'une direction alternative du mouvement. Cela est dû à une vision interne des équilibres d'appareil à laquelle tous ces cadres ont été formés, qui cherche à établir des rapports privilégiés avec le "secteur communiste" du parti d'Occhetto, par ailleurs de plus en plus impuissant et discrédité.

Ces cadres syndicaux ont une orientation aujourd'hui plus modérée que celle du secrétaire général du PRC, Sergio Gavarini, qui a été accusé publiquement par ces syndi-

calistes, après avoir refusé de condamner de manière explicite l'éventualité d'une scission dans la CGIL.

Il ne faut pas exclure de nouvelles recompositions internes qui bouleverseraient les traditionnelles divisions entre les deux courants de l'ancien PCI et celles venant de la nouvelle gauche, en vue d'un congrès qui, cependant, ne se tiendra pas avant le milieu de l'année 1993. Pour citer un exemple, il est même arrivé paradoxalement, que des dirigeants syndicaux membres du PRC et issus de Democrazia Proletaria (DP), présents sur l'estrade des meetings, fussent sifflés avec les bureaucrates syndicaux par les militants de ce même PRC, qui avaient été membres, dans le passé, du PCI. ★

Milan, 4 octobre 1992

2) Voir *Inprecor* n° 344 et 351 des 17 janvier et 24 avril 1992.

Il faut la grève générale !

Nous reproduisons le projet de résolution présenté par la tendance minoritaire de la Confédération générale italienne du travail (CGIL) *Essere sindacato* (Être un syndicat), au comité directeur de ce syndicat, le 2, 3 et 4 septembre 1992, qui l'a rejeté. *

DOCUMENT



LE COMITE directeur de la CGIL, réuni à Ariccia, les 2, 3 et 4 septembre, évalue négativement l'accord du 31 juillet (1). La décision annoncée ce matin d'augmenter ultérieurement le taux d'escompte éclaircira encore plus la non-utilité du protocole d'accord pour les buts qu'il s'était lui-même donnés.

1. L'échelle mobile a été supprimée, portant un coup dur à la défense des salaires et des retraites et au pouvoir de négociation des travailleurs. On passe, dans les faits,

d'un système d'ajustement automatique des salaires et des pensions, qui a préservé l'unité des travailleurs, la défense des catégories les plus faibles et l'articulation même du système de négociation, à une gestion dirigiste des salariés par la Banque d'Italie et le gouvernement.

2. La négociation articulée est gelée et on réduit fortement le rôle [de négociation] du syndicat, en privant, dans les faits, les structures syndicales de leur autorité dans les entreprises et les lieux de travail. Le patronat contrôle ainsi entièrement le salaire et l'organisation du travail, il acquiert un pouvoir absolu et unilatéral sur le processus de restructuration en cours ; cela relègue le syndicat à une gestion subalterne du seul processus de réduction de l'emploi.

3. C'est une politique qui ne s'attaque qu'aux revenus des salariés, renforçant la manœuvre globale du gouvernement qui va à l'encontre d'un véritable assainissement et qui perpétue une situation de privilèges des revenus et de spéculation financière, au détriment des investissements productifs et de la sécurité sociale conquise par les travailleurs et les retraités durant ces dernières décennies. La qualité de l'économie italienne est ainsi déclassée, ce qui accentue, contrairement à la rhétorique dominante, le

caractère de classe de l'intégration européenne.

Voilà la méthode avec laquelle on est arrivé à la signature de l'accord — violation du mandat, absence de consultation des travailleurs, non-définition d'une plate-forme précise, conclusion de l'accord alors que les usines étaient fermées, violation de droits intangibles comme celui de négociation sur les lieux de travail — tout cela a approfondi la crise entre l'organisation, ses adhérents et les travailleurs ; ensuite, cela a miné la capacité de représentation, de crédibilité et l'autonomie de la CGIL. Cela entraîne des risques graves de rupture avec la base sociale, accélérant ainsi le processus d'institutionnalisation du syndicat. Voilà pourquoi il faut repartir de zéro, en affirmant que les seuls et légitimes accords syndicaux sont ceux formellement approuvés par les travailleuses et les travailleurs concernés.

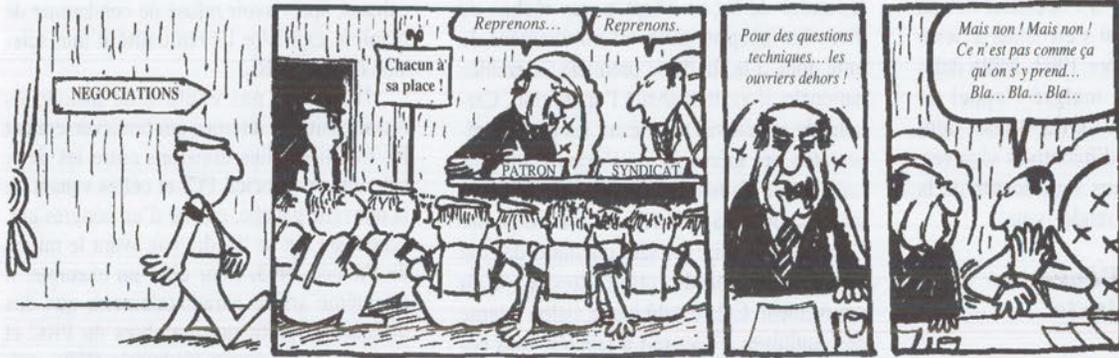
Négocier et mobiliser

Le comité directeur juge donc qu'il faut retirer la signature [de la CGIL] du protocole du 31 juillet, pour renégocier sur les points qui font l'objet d'une vaste mobilisation et après consultation.

● Rétablissement d'un mécanisme automatique et universel d'indexation des rétributions et des pensions, qui réaffirme une structure de négociation fondée sur l'articulation du pouvoir de négociation à partir des lieux de travail.

* Les intertitres sont de la rédaction.

1) Il s'agit de l'accord syndicats/gouvernement entraînant la suppression de l'échelle mobile, le blocage des salaires et la révision de la pratique des négociations salariales par entreprise, signé aussi par la CGIL. Voir *Inprecor* n° 359 du 25 septembre 1992.



● Reconfirmation et application immédiate de la négociation articulée sur les lieux de travail et à l'échelle nationale ; organisation et relance des luttes pour le renouvellement des contrats dans le service public, périmés depuis des années.

Face à la manœuvre annoncée du gouvernement, aux choix très préoccupants et très durs de la prochaine loi sur le budget et aux lois qui en découlent en matière de délégation, il faut reconstruire la mobilisation, jusqu'à l'organisation de la grève générale, sur les points suivants.

● Pour une politique de défense et de développement de l'emploi, une négociation territoriale accrue qui empêche les effets dévastateurs des processus de restructuration en cours, en réformant les lois normatives actuelles qui régissent la mobilité, et en tendant vers une réduction du temps de travail. Une véritable politique de l'emploi doit, de toute façon, être soutenue par des choix de politique économique et industrielle cherchant, dans un mécanisme de développement, une extension qualifiée et nouvelle de la base productive du pays, pour corriger les choix des privatisations d'importants secteurs publics qui réduisent les derniers outils de gestion de l'économie.

L'objectif prioritaire et fondamental d'un telle politique doit être le développement du Mezzogiorno (...).

● Pour une politique fiscale fondée sur l'équité et qui, à partir de la confirmation de la réinstauration du contrôle fiscal, serait en mesure de frapper l'évasion fiscale jusqu'à présent jamais pénalisée, à partir d'un système d'imposition qui empêche les entrepreneurs de se payer moins que les salariés. Dans ce cadre, il faut supprimer les augmentations fiscales à la charge des travailleurs et le système d'imposition sur l'habitation doit être radicalement revu — première habitation, taxe à charge des locataires, autonomie d'imposition additionnelle, limites selon le revenu dans la loi qui fixe le montant des loyers.

● Pour une politique de défense et de développement de l'Etat-providence. Les priorités, à ce niveau, concernent les domaines de la santé et de la prévention. Il faut reconfirmer le caractère public du systè-

me national de santé, en luttant contre les gaspillages et l'inefficacité, en s'opposant ainsi à la privatisation, à la détérioration des prestations publiques et à l'augmentation du coût de l'assistance médicale (...). Il faut maintenir un système d'indexation des retraites pour éviter leur dégradation (...). Il faut rejeter le contenu des lois de délégation, qui, sans réaliser l'harmonisation des différents systèmes d'assistance, augmentent l'âge de la retraite et le nombre d'années de contribution (de quinze à vingt ans), ce qui frappe particulièrement les femmes et les travailleurs à statut précaire et réduit la valeur réelle des pensions désormais calculées sur l'intégralité de la vie de travail et

tionné au montant du salaire du conjoint.

C'est à partir de ces points prioritaires que, dans un véritable et profond débat avec les travailleurs, les travailleuses et les retraités — sans nier les difficultés objectives de la situation économique actuelle et dans une confrontation unitaire avec la Confédération italienne des syndicats libres (CISL) et l'Union italienne du travail (UIL) — que la CGIL peut reconstruire une véritable autonomie sur laquelle refonder, de façon démocratique, ses liens avec sa vraie base sociale, en redonnant confiance aux militants. ★

Notiziario Comunista
11 septembre 1992

Suède : l'austérité à tout crin

Après un week-end de négociations dans la panique, le puissant Parti social-démocrate (SAP) donnait son accord au programme d'austérité le plus rigoureux de l'histoire de la Suède proposé par les conservateurs du gouvernement, acceptant une réduction du budget de plus de 40 milliards de couronnes (environ 8 milliards de dollars) l'équivalent de 2 % du produit national brut (PNB).

La panique ambiante et l'"unité nationale" sont le fruit d'une ruée, massive et l'inespérée sur la monnaie suédoise dans les deux semaines précédant le référendum sur le traité de Maastrich en France. La Riksbanken, la banque centrale suédoise, a été obligée d'emprunter 16 milliards d'écus (120 milliards de couronnes) et d'augmenter les taux d'intérêt jusqu'à 500 % pendant quelques jours.

Des centaines de milliers de salariés qui avaient emprunté sont confrontés à une augmentation massive des taux d'intérêt. Le 23 septembre, les intérêts pour un prêt ordinaire immobilier ont atteint 24,5 % — ils étaient de 12,5 % en 1991. Trois jours après l'annonce de l'accord, la Riksbanken continuait de protéger la couronne à un taux d'intérêt de 50 % — il était de 16 % deux semaines avant.

Malgré l'attaque draconienne contre le système de protection sociale, le "marché" n'est toujours pas satisfait, estimant qu'il faut encore dévaluer la couronne ou que les Allemands vont réévaluer le deutschemark.

Mais les premiers signes d'une colère et d'incrédulité apparaissent. Le projet du gouvernement sera voté le 6 octobre, lors de l'ouverture de la session parlementaire et la confédération syndicale des ouvriers (LO), liée à la social-démocratie et qui a plus de 2 millions de membres, prévoit une manifestation contre le chômage croissant (il touche actuellement 7 % de la population active - le plus haut pourcentage connu en Suède depuis les années 30) et contre la politique d'austérité. La gauche syndicale a fait pression sur la direction depuis quatre mois pour que soit organisée une telle manifestation. Mais, au moment où la direction de LO l'annonçait, elle ne pouvait pas savoir qu'en octobre elle ne serait pas seulement confrontée à la coalition gouvernementale actuelle, mais aussi à son "propre" parti, le SAP — Stig Malm, le président de LO, est aussi membre de la direction du SAP ; il a même signé la proposition du gouvernement. ★

Dick Forslund,
Stockholm, 30 septembre 1992

Le serpent se mord la queue

Dans les mois qui précédèrent le référendum français, le 20 septembre 1992 (voir *Inprecor* n° 359 du 25 septembre 1992), une des questions posées au monde de la finance était de savoir si la livre anglaise parviendrait à éviter une dévaluation avant celui-ci : tenir jusqu'au 20 septembre, tel était le mot d'ordre des partisans de Maastricht.

Il manqua trois jours pour que cet objectif ne soit réalisé, mais la vague de spéculation des trois premières semaines de septembre a failli emporter le Système monétaire européen (SME).

Rollon BLOKHIS



LE DEROULEMENT de la crise peut être schématiquement résumé en trois séquences. Premièrement, au cours de la semaine du 7 au 11 septembre, la lire italienne est soumise à de violentes attaques de la part des spéculateurs, qui anticipent une dévaluation. Le 13 septembre, la lire est dévaluée de 7 %. Parallèlement, la Banque centrale allemande, la Bundesbank (appelée aussi la "Buba") annonce une légère diminution de ses taux d'intérêts (— 0,25 % pour le "Lombard" et — 0,5 % pour le taux d'escompte).

Dès l'ouverture des marchés des changes, le 14 septembre, la lire est à nouveau violemment attaquée. Deux jours plus tard, les marchés des changes connaissent l'une des journées les plus folles de ces dernières décennies. A l'issue de celle-ci, la lire et la livre annoncent la suspension de leur appartenance au SME, tandis que la peseta espagnole est dévaluée de 5 %. Le lendemain, le gouvernement espagnol annonce le rétablissement du contrôle des changes.

La troisième phase de la crise s'ouvre le 17 septembre. C'est au tour du franc français d'être attaqué. Cette attaque est purement spéculative. Du point de vue des critères des financiers (qu'on nomme "fondamentaux"), il n'y a absolument aucune raison pour que le franc soit attaqué. Finalement, l'attaque va échouer, grâce à la détermination des gouvernements et des autorités monétaires françaises et allemandes.

Le 23 septembre, les autorités moné-

taires font paraître un communiqué, signé par les deux ministres des Finances et les deux gouverneurs des banques centrales : « *Aucun changement des cours centraux entre le franc et le mark n'est justifié.* » Le même jour, la Bundesbank intervient massivement, et ce avant d'y être obligée, c'est-à-dire avant que le franc français ait atteint son cours plancher ; la facture pour la Bundesbank est salée : le montant total de ses achats de devises faibles est évalué à au moins 60 milliards de deutschemarks (DM). Le dispositif défensif est complété par une brutale augmentation du taux du marché monétaire : ce taux, au jour le jour, dépasse 20 % ; le taux, à une semaine, 35 à 40 %. Cette brutale augmentation des taux d'intérêt est destinée à décourager les spéculateurs. En effet, ces derniers ne possèdent pas les francs qu'ils vendent contre les DM et doivent les emprunter.

Les raisons de la crise

Au-delà du scénario de la crise, les événements qu'a connus le SME ne constituent pas une surprise. Bien que l'économie mondiale connaisse une récession depuis 1990 et que les évolutions économiques des différents pays de la Communauté européenne (CE) soient pour le moins divergentes, il n'y avait eu aucun réaménagement des parités depuis 1987. Mais la question qui se pose est de savoir pourquoi la crise est intervenue à ce moment-là et pas il y a six mois.

Il y avait au moins deux raisons pour que le SME subisse de fortes perturbations. La première était la baisse du dollar.

Une chute du dollar entraîne toujours des effets importants sur le SME ; elle provoque, en effet, d'importantes sorties de capitaux des Etats-Unis, qui se reportent presque toujours sur le deutschemark à

cause du niveau des taux d'intérêt et de la faiblesse du risque de change sur le DM tenant à la faible probabilité de sa dévaluation.

Mais le facteur principal réside dans l'importance des différences de conjoncture économique. L'Italie et l'Etat espagnol ont un taux d'inflation nettement plus élevé que la France et l'Allemagne, le déficit public de l'Italie est très important et l'Allemagne maintient ses taux d'intérêt à un niveau élevé.

Ce dernier est lié aux effets de la réunification et surtout à la politique de la Bundesbank qui tend naturellement à attirer des capitaux en quête d'une rémunération élevée, tandis que l'écart des pays aux monnaies les plus faibles par rapport aux critères de convergence fixés par le traité de Maastricht conduisait les spéculateurs à anticiper une dévaluation de la monnaie de ces pays.

La tourmente de Maastricht

Le paradoxe de la situation est que c'est précisément le processus de ratification du traité de Maastricht qui a constitué le catalyseur produisant la crise.

En effet, le mécanisme du SME avait fini par acquérir une grande crédibilité, au sens où il paraissait garantir une quasi-fixité des taux de change entre pays du SME. Alors qu'au cours de ses premières années de fonctionnement les réaménagements de parités constituaient un événement normal avec une périodicité au moins annuelle, la généralisation de politiques d'austérité articulées autour de la désinflation, et de la volonté d'amarrer le cours de sa propre monnaie à celui du mark avaient rendu les dévaluations de plus en plus rares. La devise des gouvernements des pays de la Communauté semblait être : « *Tout plutôt qu'une dévaluation.* »

Le cas le plus typique était celui de l'Etat espagnol qui réussissait à caracoler en tête du SME malgré une inflation plus forte que la moyenne de celle des pays de la CE, car les cambistes avaient la conviction que le gouvernement espagnol ferait monter ses taux d'intérêt, même à des niveaux très élevés, plutôt que d'accepter une dévaluation. Dans le même sens, la Grande-Bretagne avait accepté une surévaluation du cours de la livre lors de sa réintégration dans le SME, en 1990.

C'est cette crédibilité du SME qui s'est trouvée atteinte par le non danois au Traité de Maastricht et par les incertitudes quant au résultat du référendum français. Dans la semaine précédant le 20 septembre, de nombreux cambistes s'attendaient à une victoire du non, étayée par des sondages privés donnant 50/50, voire même une victoire du non.

De nombreux spéculateurs en ont conclu que le Traité de Maastricht ne serait jamais ratifié et que les politiques d'orthodoxie financière seraient remises en cause. Cette analyse était corroborée au demeurant par les déclarations de certains hommes politiques comme l'ancien ministre de Jacques Chirac, Philippe Séguin, en France, qui commençaient à dire qu'il faudrait peut-être dévaluer le franc pour permettre une baisse des taux d'intérêt.

Explosion du SME ou crise conjoncturelle ?

La crise qui est survenue au cours de la semaine précédant le référendum français fut vécue comme l'explosion du SME. Avec le recul, il semble qu'il faille nuancer ce point de vue.

En effet, malgré une attaque massive des spéculateurs, il n'y a pas eu de dévaluation du franc français ni de réévaluation du DM. Les achats massifs de franc français par la "Buba", avant même que le franc ait atteint son cours plancher, étaient à la hauteur des enjeux. Une dévaluation française aurait ruiné la crédibilité du SME, les spéculateurs étant assurés de gagner à tous les coups en cas d'attaque d'une monnaie du système. On peut néanmoins avancer l'idée que rien ne sera désormais comme avant et quelques leçons peuvent être tirées de cette crise.

La première leçon concerne la puissance du mouvement de spéculation. Les mouvements de capitaux quotidien représentent environ 1 000 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Dès lors que les spéculateurs s'en prennent à une monnaie, il est extrêmement difficile d'y faire face. Les masses financières engagées par les banques centrales afin de contrecarrer une telle spéculation doivent être considérables, avec, pour conséquence, des pressions inflationnistes dues au gonflement de la masse monétaire qu'elles engendrent.

La seconde méthode à la disposition des banques centrales, la hausse des taux d'intérêt, nécessaire afin de décourager les spéculateurs de se procurer les liquidités dont ils ont besoin, requiert elle-aussi d'être extrêmement brutale — d'où les chiffres astronomiques par les taux d'intérêt : 500 % pour la Suède, 700 % sur l'euro-escudos, etc. De tels niveaux de taux ne peuvent être maintenus au-delà de quelques jours sans conséquences économiques désastreuses. En effet, de nombreux emprunts, en particulier les crédits de trésorerie, sont indexés sur le taux du marché monétaire.

Ces mouvements de capitaux peuvent

très bien être sans aucun rapport avec la situation économique réelle. Sur la base des critères des financiers eux-mêmes, il n'y avait aucune raison de dévaluer le franc. La France est le seul pays de la CE, avec le Danemark et le Luxembourg, à satisfaire à l'ensemble des critères de convergence. Son taux d'inflation est au même niveau que celui de l'Allemagne, et son déficit public est inférieur.

Le franc a été attaqué, parce qu'après la sortie du SME de la lire et de la livre, et la dévaluation de la peseta, elle était l'une des seules monnaies n'appartenant pas à la "zone mark" (les pays du Bénélux ont institutionnalisés leurs liens avec le DM). Faute d'autres objectifs, les spéculateurs ont porté leur choix sur le franc français.

Cet épisode donne aussi une idée du coût social énorme des politiques basées sur la désinflation compétitive, et le maintien à tout prix de la parité de sa monnaie avec le DM.

La loi des spéculateurs

Le cas italien est très éclairant. L'échec de la dévaluation du 13 septembre est dû au

la couverture sociale totale pour les revenus supérieurs à 40 millions de lires par an, etc. (voir l'article en p. 3).

Ce sont donc les spéculateurs qui dictent leur politique économique aux pays de la CE. Le prix à payer pour la liberté des capitaux prévue par l'Acte unique pour le 1er janvier 1993 risque d'être bien lourd pour les travailleurs européens.

Malgré le succès du oui au référendum français, on peut se demander si cette crise ne marque pas l'échec définitif du projet d'union économique et monétaire.

L'économiste français libéral Alain Cotta (au demeurant partisan du non) n'avait sans doute pas tort d'affirmer à la télévision, au soir du référendum, que la Grande-Bretagne et l'Italie n'étaient pas près de réintégrer le SME — la Grande-Bretagne parce qu'elle ne veut pas, et l'Italie parce qu'elle ne peut pas.

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent que le Traité de Maastricht est inapplicable, en tout cas sous sa forme actuelle.

Les partisans de Maastricht argumentent qu'avec l'UEM une telle crise serait impossible puisque les parités seraient fixes. Mais, ils feignent d'oublier que l'UEM elle-même ne sera possible que si un haut degré de convergence entre les économies est

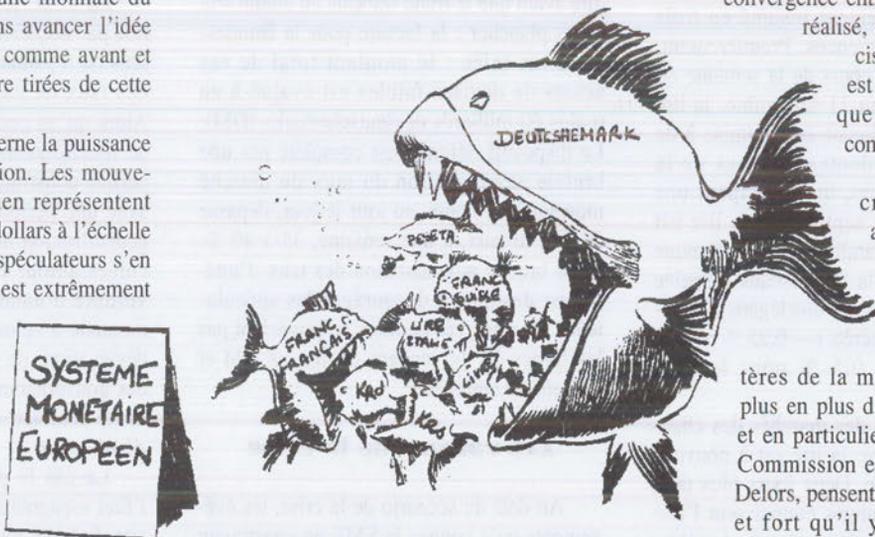
réalisé, c'est ce qui fait précisément défaut et qui est la cause de la crise que nous venons de connaître.

Finalement, cette crise confirme les analyses selon lesquelles la plupart des pays de la CE sont hors d'état de remplir les critères de la monnaie unique.

De plus en plus d'hommes politiques, et en particulier le président de la Commission européenne, Jacques Delors, pensent de plus en plus haut et fort qu'il y aura une Europe monétaire à deux vitesses : la monnaie unique ne recouvrant que l'Allemagne, la France et le Bénélux — il reste un problème pour la Belgique dont la dette publique est très élevée.

★

5 octobre 1992



fait que le marché ne croyait pas à la capacité du gouvernement italien de mener une politique d'austérité drastique, permettant de ramener les déficits publics de leur niveau actuel (plus de 10 % du produit intérieur brut) à celui requis par le Traité — 3 %.

Il s'est bien rattrapé ; le président du Conseil italien, Giuliano Amato, a annoncé un plan d'austérité sauvage : hausse des impôts, gel des embauches et suspension des augmentations salariales dans la fonction publique jusqu'en décembre 1993, élévation graduelle de l'âge de la retraite (de 60 à 65 ans pour les hommes et de 55 à 60 ans pour les femmes) avec suspension des retraites anticipées pendant 15 mois, suppression de

la monnaie unique ne recouvrant que l'Allemagne, la France et le Bénélux — il reste un problème pour la Belgique dont la dette publique est très élevée.

La fierté d'une Amérique indigène et noire



CINQ SIÈCLES de quoi ? De "découverte" ? De "rencontre" ? De fusion des deux mondes ? Sans doute un peu de tout cela ; mais, surtout, 1992 signifie 500 ans de conquête, d'oppression, de génocide ; une conquête qui s'est poursuivie dans l'histoire, et menée aujourd'hui par les héritiers des intérêts des conquistadores de 1492.

Pour célébrer cet événement, les gouvernants des empires et des métropoles modernes se sont parés d'habits moins sauvages que ceux de leurs ancêtres du XV^e siècle. Felipe Gonzalez, le roi Juan Carlos, mais aussi Salinas de Gortari, Carlos Andrés Pérez, Aylwin, ouvrent les cérémonies en amis, sans évoquer le souvenir des bains de sang qui marquèrent la naissance des rapports entre les deux mondes, ni les politiques d'oppression qui les ont préparés et les préservent toujours.

Mais, la réalité les trahit, les découvre et les démasque.

En 1492, et au cours des décennies suivantes, Colomb, Cortés, Pizarro, Cabral et leurs successeurs s'approprièrent, sous couvert du droit divin, tout ce qu'ils trouvèrent sur le sol américain, au prix des vies indigènes et noires.

Cinq siècles après, quelle est la différence entre la conduite des hidalgos espagnols, qui occupèrent le continent américain, et celle de Bush envahissant Panama, ou bombardant l'Irak avec Mitterrand et Thatcher ?

Quelle est la différence essentielle entre les mécanismes du transfert des richesses américaines réalisés par les métropoles impériales au XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècle, et ceux qui, à travers la dette extérieure, sont utilisés aujourd'hui ?

Qu'est-ce qui distingue la vision colonialiste des Rois catholiques et celle de l'impérialisme nord-américain qui lance son Initiative pour les Amériques (1) ?

On rappelle souvent que Cuba a été le dernier territoire américain à conquérir son indépendance vis-à-vis de l'impérialisme espagnol, en 1898. Mais, quand fêtera-t-on l'indépendance de tous les territoires encore "français" d'outre-mer ?

Et quelle est la différence entre les conquistadores du XV^e siècle et les gouvernants latino-américains actuels ?

Au Mexique, à l'heure du "miracle saliniste", les peuples nahuas, habitants millénaires de la Cuenca du rio Balsas, au Sud du pays, voient leurs anciens centres de cérémonies, leurs champs, leurs cimetières et leurs barraques menacés de disparition sous l'eau des chantiers de la compagnie hydro-électrique de San Juan Tetelcingo. Leurs frères tarahumaras survivent en faisant la "manche" dans les villes du Nord. Leurs frères lacandons résistent à l'extinction dans les forêts du Sud-Est du Mexique. L'option la plus claire de "progrès" pour les indigènes mexicains est d'émigrer dans les villes ou aux Etats-Unis, pour continuer à mendier le droit d'exister.

Au Chili, à l'heure de la "concertation démocratique", les dirigeants des peuples mapuches vont en prison, traités comme des délinquants de droit commun. Leur délit : prétendre vivre sur les terres de leurs ancêtres ; leur péché : méconnaître le critère constitutionnel qui affirme qu'au Chili tout le monde est "chilien" ; les premières nations précolombiennes ont disparu par décret.

Au cœur même des nouveaux empires, la population noire et mulâtre vit dans des ghettos et peut voir, à n'importe quel moment, les Blancs, surtout si ce sont des policiers, la traiter comme une foule de bandits et de criminels.

Mais 500 ans n'ont pas suffi pour anéantir la fierté et la dignité des Indiens et des Noirs américains. Ceux-ci ont résisté coup après coup et ils relèvent la tête ; du Canada jusqu'à la Terre de feu, la contestation indigène et noire essaye de récupérer le terrain perdu.

En Equateur, la Confédération des nationalités indigènes organise, en 1990, des actions importantes de protestation et de mobilisation, montrant que la résistance indigène et noire dans tout le continent est possible. Au Canada, les groupes amérindiens s'organisent dans l'Assemblée des premières nations pour revendiquer leur droit à s'autogouverner (2). Au Mexique, le Conseil des peuples nahuas organise un pôle de résistance, réfléchit aux problèmes posés par le progrès et, sans le refuser, demande le respect de la culture et des intérêts des Indiens. Au Chili, les groupements mapuches rapprochent leur expérience de lutte de celle d'autres secteurs exploités et opprimés pour la construction d'un nouveau parti, un Parti des travailleurs. Dans le cadre du Ve centenaire, et aussi au-delà, des centaines de groupes ont formé des organisations nouvelles au niveau régional, national et continental.

Ce sont les Inuits, Innus, Kanlenkehakas et Cris, au Canada ; les Apaches, les Noirs et les Latinos aux Etats-Unis ; les Tarahumaras, Seris, Huicholes, Nahuas, Mixtecos, Chamulas et les Lacandons au Mexique ; les Mayas au Guatemala ; les Miskitos au Nicaragua ; les Kunas au Panama ; les Araucos et Caraïbes dans les tropiques ; les Quechuas au Pérou ; les Quichuras, Shuaras et Slonas en Equateur ; les Guaranis et les Chamacocos au Paraguay ; les Araucans, en Argentine. C'est une Amérique indigène et noire qui, 500 ans après que l'Europe lui a dicté la sentence de mort, résiste et se refuse à disparaître. C'est l'Amérique fière de José Martí. ★

INPRECOR

Les dessins qui illustrent ce dossier sont extraits de Diego Rivera Ilustrador, éditions SEP, Mexico, 1986 — à l'exception de ceux de l'article en p. 10.

1) Voir Inprecor n° 346 du 14 février 1992.

2) Voir Inprecor n° 352 et 356 des 8 mai et 3 juillet 1992.

Un demi-millénaire de résistance noire

La population noire brésilienne représente une partie fondamentale de ce pays (45 %) ; elle constitue la seconde plus grosse concentration noire du monde (65 millions de personnes), inférieure seulement à celle du Nigéria qui compte 100 millions d'habitants. Son importance, toutefois, ne provient pas seulement de sa taille démographique, mais surtout de son rôle historique et social dans la formation de ce pays et de son peuple.

En effet, la fonction de la population noire ne se résume pas seulement à la reproduction biologique. Elle est essentiellement sociale. Les esclaves africains ont constitué le premier noyau stable de travailleurs productifs du Brésil. Ils furent le premier groupe organisé de façon autonome contre le pouvoir de l'époque, allant jusqu'à lui opposer une résistance armée.

Isaac AKCELRUD



CE PHENOMENE clef ne figure pas dans de nombreux essais savants, ni dans beaucoup de ceux se réclamant du marxisme, parce que l'idéologie du mouvement noir n'avait et ne pouvait avoir aucun lien avec l'Europe cultivée. L'organisation autonome des travailleurs noirs avait une base culturelle africaine. Voilà ce qu'il nous reste à apprendre et à comprendre pour ne plus réduire l'expérience brésilienne au modèle européen pré-établi.

L'étude, l'auto-analyse et l'autoconnaissance de la classe ouvrière brésilienne, l'identification de ses expériences de combat lointaines et précurseuses, l'estimation de ses plus anciennes formes de lutte et la récupération de son héritage le plus nié et réprimé, nécessitent de l'étudier avec un esprit ouvert ; il faut évaluer de façon solidaire la résistance noire qui a déjà 500 ans. C'est une démarche fascinante et, en même temps, nécessaire pour enraciner notre conscience de classe dans l'histoire et la réalité vivante de notre peuple. Elle démontre, en outre, que la lutte contre le racisme est une composante essentielle de la lutte des classes.

Le noyau africain dut payer un prix élevé pour le rôle qu'il joua dans la formation du Brésil. Tout d'abord parce que cette immigration s'est faite par la contrainte du

fer et du feu, et fut maintenue par une violence inédite ; ensuite, parce que les esclaves africains constituaient une marchandise bon marché, qu'on pouvait remplacer à peu de frais, bien en dessous du coût minimum du maintien de la vie humaine, ce qui impliquait pour eux des conditions de travail et d'existence qui réduisaient la "vie utile" à moins de dix ans. Enfin, parce que la traite étouffa les civilisations et cultures des pays africains, privées de leurs éléments les plus jeunes et aptes au travail, et repoussant les autres dans des régions plus isolées et difficiles d'accès, dans une ultime tentative de défense contre l'agression du capitalisme colonialiste.

Il s'agissait, en fait, d'une destruction simultanée sur plusieurs continents, d'un attentat contre l'existence même de la race noire sur toute la surface de la planète — il n'y a pas de statistiques précises sur ce génocide, mais des estimations plus ou moins réalistes.

Le cas de Rui Barbosa est significatif ; cet intellectuel typique des plantations, connu pour avoir produit beaucoup de paroles et peu d'idées, ordonna la destruction de tous les documents douaniers sur l'importation d'esclaves, alors qu'il était ministre des Finances. Il voulait cacher la honte qui accablait le Brésil, disent certains ; il voulait détruire les documents qui justifieraient des demandes d'indemnisation aux esclavagistes après l'abolition, argumentent d'autres, plus pragmatiques.

Quels que soient les chiffres, le procédé a été barbare. La réduction en esclavage de peuples africains tout entiers fait partie de l'accumulation capitaliste initiale, c'est sa

base même. Il est naïf de penser que le capitalisme est synonyme d'adhésion exclusive et totale au travail salarié "libre". En vérité, le capital ne pouvait prospérer sans esclaves, comme disait Marx. Tandis qu'elle instituait l'esclavage des enfants en Angleterre, l'industrie cotonnière servait à convertir l'économie esclavagiste plus ou moins patriarcale des Etats-Unis en un système commercial d'exploitation. En général, l'esclavage déguisé des travailleurs salariés d'Europe, exigeait comme fondement l'esclavage sans fioritures dans le Nouveau Monde.

Le capitalisme esclavagiste

L'esclavage moderne, c'est-à-dire au service du capital, n'a pas commencé en Amérique, mais en Europe, dans les fabriques anglaises de tissus. Les premiers esclaves ne furent pas les Noirs déportés aux Amériques mais des enfants anglais, des orphelins, des fils de pauvres ou des enfants de la rue. Ensuite, ce furent des adultes blancs — prisonniers et détenus pour divers motifs, poursuivis sous un prétexte quelconque, y compris des paysans dépouillés de leurs terres. Mais ils étaient trop peu pour les "besoins" du capitalisme.

Sur tout le continent américain, le travail esclave des Indiens fut expérimenté (voir l'article d'E. Galeano en p. 16). Des tribus entières furent rapidement décimées. Ces communautés n'avaient ni la résistance physique, ni l'aptitude au travail continu, nécessaires dans les cultures d'exportation et dans les mines. Ils mouraient comme des mouches d'une simple grippe. Pour se donner une idée de la différence en matière de capacité de travail entre un Noir et un Indien, il suffit de signaler qu'un esclave indien, au Brésil, avait seulement 20 % de la valeur d'un Noir. Même dans ces conditions, l'esclavage des indigènes dura



* Isaac Akcelrud a milité au Parti communiste brésilien (PCB) avec lequel il a rompu comme d'autres militants, en 1956, après le rapport Krouchtchev et devant le refus de la direction du PCB d'en débattre.

En 1982, il a adhéré au Parti des travailleurs (PT), où il collabore au journal de la tendance Démocratie socialiste, *Em tempo*.

Sur l'histoire de l'esclavage voir aussi *Inprecor* n° 353 du 22 mai 1992.

200 ans, de 1534 à 1755, année de son interdiction.

On peut déceler à l'époque les premiers indices d'un soutien réciproque entre Noirs et Indiens. C'est un sujet de recherche qui en est à ses timides débuts : peu de gens savent aujourd'hui que 200 Indiens ont été exécutés pour avoir refusé de combattre contre le *quilombo* (1) de Palmares, le principal foyer de résistance noire dans le Brésil de l'époque. On sait aussi aujourd'hui que l'abolition de l'esclavage indien fut une décision de marketing de la "triple alliance" — l'Etat, le Vatican et les négriers — pour obtenir le monopole sur le marché des esclaves africain. La Couronne portugaise percevait 10 % de commission, le Saint-Siège 5 % et les négriers gardaient le reste de ces profits juteux.

Mesurés en mètres et en tonneaux

Les Africains vaincus opposaient une résistance désespérée, mais ils ne possédaient pas la base matérielle minimale pour une émancipation réelle. L'abolition de

çaient résolument, avec un courage sans limites.

Le plus étonnant est que certains survécurent ; mais, dans la plupart des cas, cette fuite vers la liberté était un saut dans la mort. Ces défections étaient prévues dans les calculs commerciaux des négriers dès le début du voyage. Les esclaves étaient considérés comme une marchandise périssable, comme des troupeaux attrapés en Afrique, sujets à une perte prévue de 20 %, et même plus. Pendant le trajet, l'eau et la nourriture immonde étaient rationnées pour réduire le chargement et dégager de l'espace pour enterrer vifs plus de Noirs dans ces mausolées flottants.

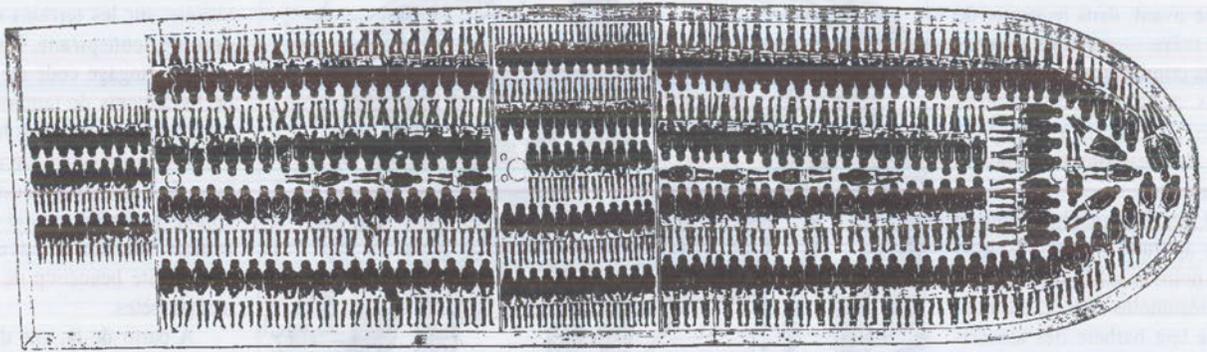
Les Noirs étaient mesurés en mètres et en tonneaux, entassés tout au long d'un voyage ténébreux, ils servaient de pâture aux requins qui accompagnaient les embarcations. Voyageant les uns sur les autres, et chacun sur ses propres excréments, ils arrivaient à destination totalement désespérés. De nombreux auteurs tirent de ces faits des conclusions hâtives, démenties par la réalité, sur la démoralisation des esclaves noirs, passant sous silence les évasions, mêmes rares,

membres d'une même famille, d'une même nation, d'une même tribu ou d'un même village, ainsi que ceux qui parlaient la même langue ou pratiquaient les mêmes rites religieux.

Religion et résistance

Les esclaves, sans défense, ne pouvaient que simuler la soumission, déguisant la résistance derrière une apparente passivité. Lentement, ils se recomposèrent et se réorganisèrent afin de rétablir la pratique de leurs traditions culturelles et religieuses sous les enseignes et étiquettes de la religion des oppresseurs.

Le candomblé semble s'identifier à l'Eglise qu'ils détestaient. Les *orixas* (2) incorporent Saint-Georges à leur rites, parce que le symbolisme du chevalier armé d'une lance et terrassant le dragon leur parut adéquat. L'Eglise ne tarda pas à occuper le champ de l'organisation religieuse, pour faire diversion, créant des confréries qui séparaient les nations africaines, empêchant les unions entre les Nagos et les Bantous, divisant les mulâtres, les Créoles (Noirs nés



Coupe horizontale des cales d'un bateau négrier.

l'esclavage devait modifier mais pas abolir le pouvoir des classes dominantes. Les esclaves révoltés ne possédaient ni les moyens ni les perspectives leur permettant d'envisager une quelconque modification des structures de la société. Néanmoins, ils se battirent avec un courage et une abnégation exemplaires, avec habileté et en prenant des initiatives admirables.

Dans toute l'Amérique on a rencontré de rares mais significatifs cas de "marrons", ces Noirs qui réussirent à fuir au moment du débarquement, à tromper ou vaincre la surveillance, triomphant ainsi de la faim et de la fatigue d'une traversée infernale, réalisée à bord des pestilentiels bateaux négriers. Ils s'enfuyaient, malades, alors que le bateau accostait, avec une audace surprenante. Ils avançaient en territoire totalement inconnu, dans l'hostilité absolue. Complètement nus, sans connaître un seul mot de la langue du lieu, sans aucune notion du terrain, sans savoir ce qui les attendait devant. Ils avan-

çaient résolument, avec un courage sans limites. Comment s'expliquer alors l'organisation de la résistance qui suivit et la lutte continuelle qui amena certaines autorités responsables de la répression à adopter la tactique selon laquelle à défaut de calmer et de subjuguier totalement les esclaves (ce qui était impossible), il fallait au moins empêcher qu'ils ne se révoltent tous à la fois.

Il faut, bien sûr, reconnaître la formidable vitalité du Noir africain, issu d'un peuple qui vivait dans un état de pureté écologique, encore loin de la pollution et de l'empoisonnement de l'industrialisation bourgeoise. En même temps, on voit apparaître les réserves d'énergie immenses et insoupçonnées que la lutte pour la liberté révèle chez l'être humain — même quand il est soumis aux pires conditions.

Déjà au moment de la vente de cette humanité poignardée, des mesures préventives étaient prises, dictées par l'expérience des maîtres esclavagistes. On séparait les

au Brésil) et les Noirs d'origine africaine (3).

Les confréries, vues aujourd'hui avec du recul, obéissaient à un double objectif des maîtres. D'abord, elles recherchaient la ségrégation des Noirs dans des Eglises spéciales pour qu'ils ne rentrent pas dans celles des Blancs, ensuite, elles voulaient imposer des divisions entre les opprimés eux-mêmes, pour qu'ils ne coordonnent pas leurs luttes. C'était l'"opium du peuple". Les statuts d'une des ces confréries en interdisaient l'accès aux « juifs, mulâtres et hérétiques ».

1) Nom donné aux forteresses noires de la forêt brésilienne qui étaient des lieux de refuge, des camps retranchés et des bases arrière pour l'action anti-esclavagiste dans les plantations et les lieux de concentration des esclaves.

2) Divinités du candomblé, le culte animiste chez les Noirs brésiliens qui réunit des pratiques magiques, de sorcelleries et des éléments du rituel chrétien.

3) Nago est le nom d'une nation africaine, membre du groupe soudanais et qui habitait la région du Bénin. Le mot "bantou" désigne le groupe des nations vivant en Angola, au Congo et au Mozambique notamment. Ce furent les principales ethnies représentées parmi les Noirs déportés au Brésil.

Julio José Chiavenato révèle que les bénédictins et carmélites avaient des "élevages" d'esclaves (4). Il était absolument lucratif de croiser des Blancs avec des Noires pour donner naissance à des spécimens plus "recherchés". Le croisement d'un Noir avec une Blanche était moins utile parce que l'enfant ne serait pas légalement esclave. Dans cette reproduction du bétail humain, on se préoccupait de maintenir un certain niveau de "noirceur" parce que le type clair ainsi produit pouvait devenir dangereux.

Ces esclaves n'étaient pas tous destinés à la vente. Il y avait un volant important d'esclaves de location. Les Noirs malades ou estropiés servaient de mendiants à leurs maîtres des classes moyennes.

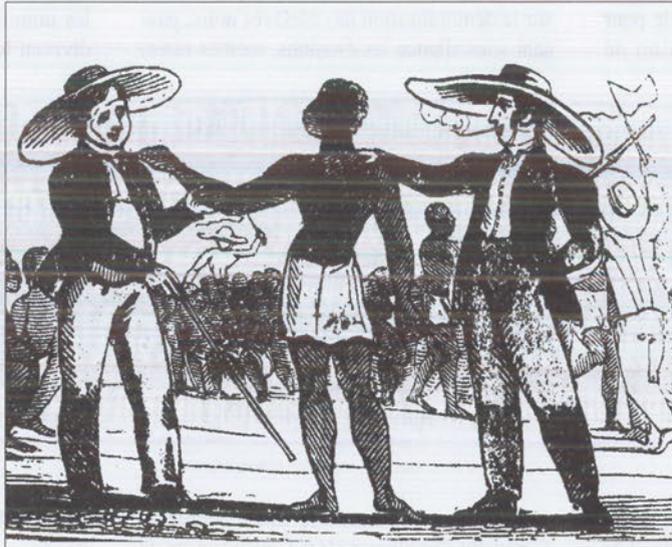
Jusque dans les ventres des mères

Le massacre systématique des esclaves noirs atteignait même le ventre fertile des Noires les mieux portantes qui servaient de nourrices (ou "mères noires"). Les "petits" nouveaux-nés étaient sacrifiés juste après le premier cri ou même avant, dans le ventre de leur mère — par des avortements criminels — pour que les seins généreux des "mères noires" soient mis à la disposition des rejetons des classes possédantes.

Cette formidable vitalité et cette aptitude à la survie de la race noire arrachée de l'Afrique dut néanmoins subir et surmonter le test barbare des assassinats en masse de la guerre d'agression contre le Paraguay, déclenchée sous les auspices de l'impérialisme anglais.

A l'époque, rappelons-le au passage, le Paraguay était le seul pays de cette partie du monde à ne pas avoir de dette extérieure, d'emprunt "Rotschild", ni d'hypothèque nationale vis-à-vis des banquiers londoniens, ou autres. Il divergeait ainsi complètement du modèle en vigueur prescrit par l'impérialisme anglais. Pour cela, il devait être puni et ramené à la discipline du capitalisme dépendant. Un autre objectif de guerre, majeur pour les classes dominantes, dans le Brésil du bon empereur Pedro II, fut de créer les conditions d'un blanchiment foudroyant et sensible du pays. Par la marche des choses, sous la pression économique, militaire et diplomatique de l'Angleterre, en quête de marchés pour sa production industrielle, le jour amer de la fin de l'esclavage approchait. Les classes dominantes angoissaient devant un nouveau défi : près de la moitié de la population du pays était noire ou très fon-

cée (café au lait, avec beaucoup de café et peu de lait, bien noir). C'était des Créoles qui parlaient couramment portugais, connaissant le pays et les habitudes de ses habitants et beaucoup d'entre-eux étaient même atteints par des idées libertaires. Au milieu du siècle passé, "Noir libre" rimait avec "subversion", comme aujourd'hui on nous rebat les oreilles sur le caractère subversif et aventurier de la fière revendication d'organisation indépendante des travailleurs. Il s'agissait à l'époque, en fait, de réduire la menace, et la guerre du Paraguay était une occasion en or. Les Noirs furent désignés "volontaires", proclamés héros, et poussés à accomplir maintes prouesses. Les louanges patriotiques pavèrent la route d'une boucherie à grande échelle. Dans l'ouvrage déjà cité, Chiavenato parle du « processus brutal d'aryanisation de l'Empire, réduisant les 45 % de Noirs dans la population totale (...) en 1860 à 15 % peu après la guerre. Tandis que la population blanche a augmenté 1,7



fois, la population noire a diminué de 60 % sur les 15 premières années suivant le début de la guerre (1860-75). Ce fut la première fois dans l'histoire du Brésil que le nombre de Noirs baissait non seulement proportionnellement mais aussi en chiffres absolus (...). En 1800, il y avait 1 million de Noirs dans le pays ; en 1860, 2,5 millions ; en 1872 à peine 1,5 million ».

Les premières guérillas

Dans ces conditions, le simple fait de survivre était déjà un acte de résistance héroïque. Se multiplier, augmenter ses effectifs, atteindre un plus grand pourcentage au sein d'une population hostile représentait déjà une victoire significative. La population noire était totalement orpheline sur le plan politique : elle n'avait pas d'alliés, elle était

la seule force de travail significative du pays, pour elle, aucune alternative ne provenait d'où que ce soit. Pour remplacer le régime esclavagiste, elle ne possédait rien en dehors ou au-delà de la société existante : il y a eu même des affranchis, bien que peu nombreux, qui ont acheté des esclaves à leur tour. Les solutions les plus audacieuses et avancées se résumaient à deux dénouements possibles : capturer des navires et retourner clandestinement en Afrique — ce qui fut tenté à de nombreuses reprises, notamment lors des soulèvements du Reconcavo Baiano — ou établir des fortifications dans des *quilombos* à l'intérieur des forêts — instituant une guerre de guérilla défensive permanente, ce qui devint la solution privilégiée.

Pour déboucher sur une autre voie, il fallait s'organiser, se rassembler à partir des formes les plus simples d'union et de convergence, sans négliger les structures les plus primitives. Tout ceci, les Noirs l'ont

fait avec une imagination et une richesse admirables de modèles différenciés et créatifs, dans et hors les quartier d'esclaves, sur les lieux de travail, dans les plantations, sur les terrains de candomblé, conspirant, inventant tout un langage codé de sons et de battements de tambour dont les échos survivent dans les *batucadas* (musiques de percussions) actuelles. Les Noirs musulmans, connus au Brésil sous le nom de Malais, ont humilié avec cette supériorité beaucoup de Blancs analphabètes.

A partir de là, une direction s'est dégagée, y compris pour la lutte armée. La rébellion des Malais, en 1835, dans l'Etat de Bahia, a largement maintenu l'offensive et a été à deux doigts de la victoire militaire. Une partie substantielle du plan de libération conçu consistait en la capture de navires dans le port et la fuite en Afrique. L'audace des chefs rebelles noirs les portait, dans la recherche de la liberté, jusqu'à s'improviser capitaines au long cours.

Jusqu'à récemment, la pratique des religions noires était soumise, au Brésil, à une répression policière féroce, malgré la liberté de culte reconnue dans la Constitution. Avec le poids énorme de la population noire — en moyenne presque la moitié et largement majoritaire en plusieurs endroits — la première place en terme de nombre d'adeptes dans de vastes régions, y compris avant le catholicisme, revient nettement au candomblé. La répression, dans une large mesure,

4) Julio José Chiavenato, *O Negro em Brasil*, Ed. Brasiliense.

servait les intérêts des cultes blancs rivaux. Mais elle était due principalement au rôle de paravent politique rempli initialement par le candomblé, comme bannière commune et lieu de rassemblement de la résistance noire. Ce n'était pas la première fois qu'une religion connaissait son heure de gloire en fonctionnant comme façade légale d'un parti politique clandestin.

Avec ce même fil-à-plomb de l'organisation clandestine, sous le déguisement religieux des attributs chrétiens ("Saint-Georges terrassant le démon" insufflait la confiance et alimentait l'espoir d'un dénouement heureux dans un combat inégal), les Noirs mirent en place tout un système éducatif pour la préservation de leur identité culturelle. Le succès de cette entreprise ne pouvait être que différencié. Toutefois, les masses musulmanes alphabétisées, parvinrent à constituer, en leur sein, un gouvernement secret qui disposait d'un contrôle absolu sur elles. Ce que les Blancs ignorants et superficiels jugeaient simplement folklorique — la représentation des rois et souverains entrant dans les villages qui pouvait ressembler à une pure comédie — constituait en fait le langage d'un pouvoir royal.

L'avancée la plus spectaculaire fut pourtant atteinte, dans certains cas, à l'occasion de contacts réguliers qui permettaient l'acheminement des consignes directes de dirigeants africains, ce qui élargit l'horizon politique et pesa certainement sur le perfectionnement et l'accélération de certaines formes de lutte. Cet aspect du mouvement contient une dimension internationaliste, un réflexe salutaire, étant donné le caractère mondial de la traite. C'est le germe d'une solidarité qui prendra une grande valeur politique lorsque le mouvement se fonda dans les luttes ouvrières, dont la tendance normale est nécessairement internationaliste.

Les voies multiples de la lutte

Les diverses formes d'organisation et d'entraide, avec les assemblées générales et les collectes sous couvert de réunions religieuses, danses sacrées, associations diverses, écoles de samba, etc. ; ont évolué jusqu'à fonctionner comme des sociétés revendicatives, caisses de crédit mutuel et collectes financières pour payer l'affranchissement des dirigeants noirs. Les Comités d'affranchissement, constituent, selon certains chercheurs, les premières caractéristiques de classe dans cette lutte, à travers l'influence déjà décelable des quelques travailleurs libres existant dans le pays.

La lutte armée a été une constante dans la résistance noire à l'esclavage. Les Noirs ont recouvert le pays de *quilombos*, certains ayant une vie très courte, mais tous consti-

tués par des Noirs fuyant la captivité avec l'aide d'autres Noirs et qui mettaient à profit leur liberté pour s'armer et se battre. Des sociétés secrètes de Noirs fugitifs organisaient la terreur contre les propriétaires d'esclaves — ils attaquaient les plantations, libéraient les esclaves, confisquaient les armes, tuaient les planteurs esclavagistes.

Le "quilombo" de Palmares

Ils pénétraient dans la forêt tropicale, organisaient de nouveaux *quilombos* qui reproduiraient la structure des communautés primitives africaines dont ils étaient originaires ou descendants.

Le plus important, qui est resté comme un symbole dans l'histoire révolutionnaire du pays a été celui de Palmares. Il a résisté pendant 67 ans et a rassemblé jusqu'à 20 000 habitants, réunissant des esclaves en fuite, des personnes libres, des déserteurs des guerres coloniales contre les Hollandais dans le Nordeste brésilien. Palmares a survécu grâce à une guerre de guérilla et de mouvements contre les colonisateurs européens, portugais et hollandais.

Les membres des *quilombos* qui était faits prisonniers se conduisaient comme des agitateurs politiques de premier ordre : ils soulevaient les esclaves des plantations, recrutaient pour les *quilombos* et organisaient la fuite en direction de Palmares. Il a fallu employer jusqu'à l'artillerie pour subjuguier la forteresse noire. La légende dit que le Zumbi (titre du commandant de Palmares) s'est jeté dans le vide du haut d'un rocher, préférant la mort à l'esclavage.

Le *quilombo* a résisté à plus d'un demi-siècle d'attaques parce qu'il disposait d'une certaine marge d'autonomie technologique — il connaissait déjà un début de métallurgie de fer — et surtout parce qu'il avait organisé le soutien dans les plantations et à l'extérieur. Les *quilombos* ont été condamnés à rester sur la défensive et à la défaite parce qu'il n'existait pas de force politique capable d'unifier toutes les forces insurgées, celles des Noirs et les rébellions populaires contre la domination coloniale de l'ennemi commun (5). En fait, les Blancs, même révoltés, restaient sujets aux préjugés esclavagistes. Dès 1812, on vit apparaître les premiers traîtres de la résistance noire, sous la bannière de la Compagnie des Noirs du Pernambouc. On manque d'informations fiables sur des entités similaires en d'autres parties



du pays. A l'opposé, déjà en 1870, avant l'abolition et la République, on assiste à la création de la première Ligue ouvrière, créée par des Noirs libres.

Moins de 20 ans après, la farce de l'abolition transformait les masses noires d'esclaves dans les plantations de café et de canne en autant de travailleurs agricoles sans terre, aggravant encore plus les déséquilibres imposés par la domination impérialiste. La transformation des Anglais — de gros entrepreneurs et bailleurs de fonds de la traite en police des mers empêchant le commerce des esclaves — a été la cause du déplacement de la main-d'œuvre esclave du Nordeste vers le centre-sud, déclenchant l'appauvrissement relatif du Nordeste.

L'abolition de l'esclavage sans réforme agraire et l'importation massive de travailleurs européens blancs constituaient une nouvelle condamnation pour les Noirs. Mais la nouvelle classe ouvrière qui commençait à se former avait également apporté un bagage idéologique. Elle a créé des syndicats et des partis politiques. L'héroïque résistance noire allait, enfin, trouver un appui solide et vigoureux et une perspective socialiste. ★

Sao Paulo, 21 septembre 1992

5) A partir de la fin du XVIIIe siècle, éclatèrent des révoltes contre la domination autoritaire de la Couronne portugaise, les intérêts de cette dernière devenant incompatibles avec ceux des riches colons brésiliens, mais surtout des couches populaires de la colonie. Celle qui, pour la première fois, ne représentait que les intérêts de ces dernières eut lieu en 1798 à Salvador (Etat de Bahia).

La voix des Indiens et des paysans



Rigoberta Menchu Tum est candidate au prix Nobel de la paix 1992 (voir *Inprecor* n° 353 du 22 mai 1992). En cette année controversée de célébration des 500 ans de la Conquête de l'Amérique, Rigoberta Menchu est le symbole de la voix des Indiens, des Noirs et des forces populaires d'Amérique latine qui, ensemble, lors de la IIe Rencontre continentale de la campagne "500 ans de résistance indigène, noire et populaire" qui s'est tenue au Guatemala, en octobre 1991, ont décidé de présenter sa candidature (voir *Inprecor* n° 357 du 17 juillet 1992.).

Rigoberta est une indienne quiché, née dans la communauté de Chimel, dans le département du Quiché, au Guatemala.

Lors de la présentation de sa candidature, le prix Nobel de la paix de 1980, l'Argentin Adolfo Perez Esquivel, défenseur comme elle des droits de l'homme, rappelait : « *L'enfance [de Rigoberta] se déroula dans sa communauté entre les montagnes (...); à huit ans, elle commença à travailler dans une grande propriété comme salariée (...). Elle devait cueillir 35 livres de café par jour et elle touchait 20 centimes [de dollar] de l'époque; si elle n'arrivait pas au quota, le lendemain elle continuait de travailler pour les mêmes 20 centimes.*

» *Le père de Rigoberta fut emprisonné pour avoir défendu les terres contre les grands propriétaires qui veulent exproprier les paysans — c'est toujours un problème sur tout le continent. Vicente Menchu devint un dirigeant et il se consacra entièrement aux problèmes de la communauté, à la défense des droits des paysans (...).*

» *Alors, on chassa [les paysans] de leur communauté, et de leurs maisons. Les soldats entrèrent, volèrent les biens des indigènes et tuèrent les animaux (...).*

» *Rigoberta, face au drame de son peuple, commença un travail d'organisation (...). Elle se souvient comment son frère de 16 ans fut arrêté, torturé et brûlé vif avec d'autres personnes de sa communauté. Comme de la mort de son père, brûlé vif lors de l'occupation de l'ambassade d'Espagne, en 1979. Le 19 avril 1980, la mère de Rigoberta fut séquestrée et assassinée, c'était [elle aussi] une dirigeante qui travaillait dans sa communauté.*

» *Rigoberta se souvient que sa mère lui disait : "Je ne t'oblige pas à cesser d'être une femme, mais tu dois participer à la lutte tout autant que tes frères".* »

Comme dirigeante du Comité d'unité paysanne (CUC), elle participa, en 1983, à la création de la Représentation unitaire de l'opposition guatémaltèque (RUOG), dénonçant les violations des droits de l'homme et encourageant la paix au niveau national et régional.

Elle s'est aussi battue pour la paix, les droits de l'homme et des indigènes au sein du Groupe de travail sur les populations indigènes et elle a participé au Conseil international des traités indiens, ainsi qu'à de nombreuses conférences.

Ce pacifisme radical est incompatible avec la répression qui, depuis des décennies, sévit dans son pays. Voilà pourquoi, Rigoberta a dû quitter le Guatemala à plusieurs reprises. Le 11 juillet 1992, elle y est retournée avec « *l'espoir de pouvoir dialoguer, d'avancer vers le débat sur l'avenir de notre pays* », avec l'ouverture des négociations entre le gouvernement et l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG, qui rassemble les différentes organisations de guérilla).

En parlant de sa candidature, Rigoberta Menchu a déclaré : « *Elle revient aux femmes indigènes, aux veuves, aux organisations, à nous tous (...). Nous devons demander ce prix en mémoire de nos héros, en mémoire de nos victimes, en mémoire de nos luttes et en tant que peuples qui représentent la diversité culturelle, la pluralité dans ce continent et dans le monde.* » ★

Lève-toi A

Nous publions des extraits d'un article de
sur le Ve centenaire de l

DOC



AVEC la "Découverte", on a essayé d'effacer complètement le rôle historique de grands secteurs sociaux, de civilisations grandioses, les cultures millénaires de nos ancêtres; des crimes incalculables, des sacrifices, la douleur, la faim et la mort ont été provoqués.

[La "Découverte"] représente aussi le début du colonialisme, des occupations répétées de notre Amérique par des forces étrangères et des minorités nationales au service d'un système d'exploitation que nous subissons toujours.

(...) [Le Ve centenaire] nous conduit à redonner toute sa valeur à la capacité de résistance, à la lutte et à la patience des anciens propriétaires de ce continent, ainsi qu'à leurs rapports respectueux, de coexistence avec la mère nature, aujourd'hui dévastée par l'utilisation irresponsable de la technique. [Le Ve centenaire] dévoile la réalité actuelle, caractérisée par le saccage, l'ambition et l'enrichissement de certains, au prix de la faim, des maladies et de l'injustice sociale pour la grande majorité.

(...) Plutôt que d'établir la culpabilité des conquérants, il faut commencer à instaurer les fondements d'une véritable rencontre historique de toutes les cultures américaines sur la base de l'égalité, du respect mutuel, de la paix et de la coopération pour un développement indépendant. Il faut surtout qu'il y ait une obligation de respect



mérique !

Robert Menchu, paru dans la revue ALAI, Conquête de l'Amérique.

MENT

vis-à-vis des cultures indigènes d'aujourd'hui et une prise en compte de leurs luttes. (...)

L'autre découverte

« Lève-toi, Amérique, voix de tant de racines » : c'était un des mots d'ordre de la IIe Rencontre continentale ; il exprime notre souhait d'une rencontre historique des cultures américaines sur la base du respect mutuel. Il faut concrétiser, approfondir et



donner force à la rencontre et à la découverte entre nos peuples, prendre conscience que notre lutte ne doit pas être seulement de faire vivre notre culture, mais une lutte intégrale. [Il faut] nous battre pour notre mère la terre, source de vie et racine de notre culture et de notre identité, mais aussi source de richesses et de biens matériels dont ont besoin les hommes et les femmes pour vivre avec dignité leur passage dans ce monde.

La rencontre et la découverte passent aussi par l'exercice de nos droits. Le droit à décider librement le type d'éducation dont ont besoin nos enfants, lire et écrire nos langues et les développer. Le droit à participer à l'élaboration des normes et des lois qui régissent notre vie en tant que peuples et en tant qu'individus. Le droit d'élire librement et pleinement les autorités de nos communautés et de nos villages, selon les critères politiques, les valeurs et la volonté de nos gens. L'opportunité de s'exprimer librement, d'utiliser et d'encourager la sagesse et les connaissances que nous ont léguées nos grands-parents, combinées avec la science et la technique qui jusqu'à présent nous ont été refusées. Le droit à un logement digne et à tous les services qui permettent de vivre humainement.

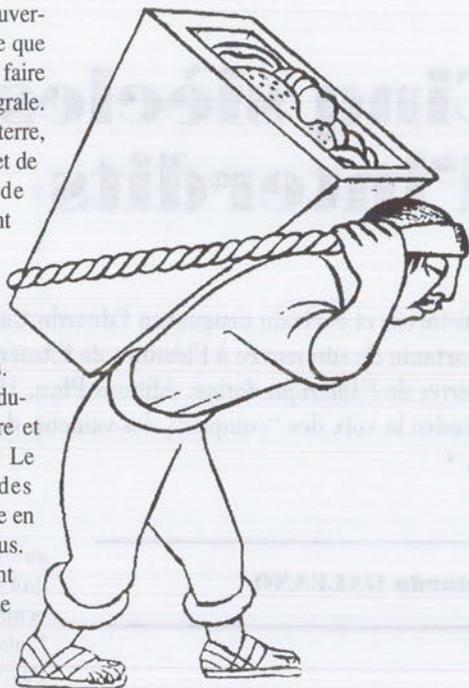
Construire un avenir plus juste signifie [avoir] aussi le droit à la libre organisation et association, à travailler et favoriser l'union entre nos communautés, ethnies et peuples, parce que c'est la même terre qui nous a donné la vie, et nous avons les mêmes racines (...).

Plus exploités que la terre

Le Guatemala est au centre de l'Amérique indienne et c'est un des peuples de notre continent les plus soumis à la fragmentation culturelle, au racisme, à la politique de répression et aux inégalités sociales et économiques. C'est un pays où « l'indigène est plus exploité que la terre », comme disait le poète Cardoza y Aragon.

Au Guatemala, nous, les indigènes, nous sommes toujours marginalisés, discriminés, exploités et quotidiennement réprimés. L'armée continue à capturer nos enfants, tout comme les jeunes métis pauvres (...), pour les obliger à faire le service militaire, ce qui revient à partir à la guerre. Des centaines de milliers d'adolescents sont obligés de participer à ce qu'on appelle les Patrouilles d'autodéfense civile (PAC), qui ont semé la terreur, la division et la méfiance entre nos peuples.

Plus de 20 000 de nos frères ont été obligés de survivre dans la forêt et la montagne pour fuir les bombardements et la répression de l'armée ; des milliers [de



femmes] sont veuves, mères de cinq ou six enfants, sans aucun revenu ; les déplacés de l'intérieur et les réfugiés dans d'autres pays sont encore plus nombreux, c'est le résultat de la politique de la terre brûlée, des massacres et de la terreur (...).

Au Guatemala, on continue à nier l'histoire des peuples indigènes. On nous présente constamment comme une minorité qui a besoin de protection, ignorant notre apport et notre participation à la lutte pour la vie, la culture et les aspirations démocratiques de notre peuple, comme ceux de la majorité de la société guatémaltèque.

Nous avons été présents dans toute l'histoire du Guatemala (...). Nous avons préservé nos peuples, leurs cultures et leurs luttes dans nos communautés détruites et grâce à des efforts et des sacrifices, nous continuons [nos] luttes, grandes et petites, pour la justice sociale et la fraternité entre indigènes et métis.

(...) Il faut conquérir des espaces qui garantissent la liberté d'expression, de circulation et d'organisation des secteurs paysans et urbains, des indigènes et des métis.

Nous voulons que les indigènes soient des sujets de l'histoire de notre patrie et ce n'est possible qu'avec notre pleine participation à la construction d'un Guatemala démocratique, de justice et de paix. ★

ALAI, mai 1992

Cinq siècles d'interdits

L'historien et écrivain uruguayen Eduardo Galeano a consacré une partie importante de son œuvre à l'histoire de l'Amérique latine (*Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, éditions Plon, 1981), en essayant de faire entendre la voix des "conquis", des vaincus, des exploités, de ceux d'en bas. *

Eduardo GALEANO



LE 12 OCTOBRE 1492, l'Amérique découvrit le capitalisme. Christophe Colomb, financé par les rois d'Espagne et les banquiers de Gênes, apporta cette nouveauté aux îles des Caraïbes. Dans son journal de la Découverte, l'Amiral écrivit 139 fois le mot "or" et 51 fois les mots "Dieu" ou "notre seigneur". Il ne se lassait pas de voir de si belles plages, et le 27 novembre, il prophétisa : « Toute la chrétienté y fera des affaires. » Il ne se trompa pas. Colomb pensait qu'Haiti était le Japon et que Cuba était la Chine ; il crut que les habitants de la Chine et du Japon étaient des Indiens de l'Inde ; mais [sur les affaires] il ne se trompa pas.

Après cinq siècles où toute la chrétienté fit des affaires, un tiers des forêts américaines a été anéanti, une partie importante d'une terre jadis fertile est désormais stérile et plus de la moitié de la population ne mange qu'un repas sur deux. Les Indiens, victimes de la plus grande expropriation de l'histoire universelle, continuent à être dépossédés des derniers vestiges de leurs terres, ils sont toujours condamnés à la négation de leur identité différente. On leur interdit toujours de vivre à leur façon, on leur refuse le droit d'être. Au début, le saccage et l'"autricide" [l'homicide de l'autre, ndlr] furent exécutés au nom de Dieu. Maintenant, ils sont perpétrés au nom du dieu du progrès.

Cependant, dans cette identité interdite et méprisée, les clés d'une autre Amérique possible brillent encore. L'Amérique, aveugle de racisme, ne les voit pas.

Le 12 octobre 1492, Christophe Colomb écrivit dans son journal qu'il voulait emporter quelques Indiens en Espagne « pour

qu'ils apprennent à parler » (« que deprendan falar »). Cinq siècles après, le 12 octobre 1989, dans une cour de justice des Etats-Unis, un Indien mixtèque, Ladislao Pastrana, de la région d'Oaxaca, au Mexique, ouvrier agricole clandestin en Californie, fut déclaré « retardé mental » (« mentally retarded ») parce qu'il ne parlait pas correctement le castillan, et s'appêtait à être enfermé à vie dans un asile. Pastrana ne comprenait pas bien l'interprète espagnole, et le psychologue diagnostiqua « un déficit intellectuel ». Finalement, les anthropologues démêlèrent la situation : Pastrana s'exprimait parfaitement dans sa langue, la langue mixtèque, que parlent les Indiens héritiers d'une haute culture vieille de plus de 2 000 ans.

Le Paraguay parle guarani. Cas unique dans l'histoire universelle : la langue des Indiens, la langue des vaincus, est la langue nationale commune. Cependant, la majorité des Paraguayens pense, selon des sondages, que ceux qui ne comprennent pas le castillan « sont comme des bêtes ».

Un Péruvien sur deux est indien ; selon la Constitution du Pérou, le quéchua est une langue tout aussi officielle que le castillan. La Constitution le dit, mais la réalité ne l'entend pas de cette oreille. Le Pérou traite les Indiens comme l'Afrique du Sud traite les Noirs. Le castillan est la seule langue enseignée dans les écoles et c'est la seule chose que comprennent les juges, les policiers et les fonctionnaires — le castillan n'est pas la seule langue de la télévision, la télévision parle aussi anglais.

Il y a cinq ans, les fonctionnaires de l'état civil de la ville de Buenos Aires refusèrent d'inscrire la naissance d'un enfant. Les parents, des indigènes de Jujuy, voulaient que leur fils s'appelle Qori Wamancha, un prénom de leur langue. L'état civil argentin ne l'accepta pas car « c'est un nom étranger ».

Les Indiens des Amériques vivent exilés sur leur propre terre. Le langage n'est pas un



signe d'identité, mais une marque de malédiction. Il ne les distingue pas ; il les dénonce. Lorsqu'un Indien renonce à sa langue, il commence à se civiliser. A se civiliser ou à se suicider ?

« Tuer l'Indien et sauver l'homme... »

Lorsque j'étais enfant, dans les écoles uruguayennes, on nous apprenait que notre pays avait été sauvé du "problème indigène" grâce aux généraux du siècle passé qui exterminèrent les derniers Charruas [ethnie de la région du Rio de la Plata, ndlr].

Le problème indigène. Les premiers Américains, les véritables découvreurs de l'Amérique, sont un problème. Et pour que cesse ce problème, il faut que les Indiens cessent d'être Indiens. Les effacer de la carte ou leur effacer l'âme, les anéantir ou les assimiler : le génocide ou l'"autricide".

En décembre 1976, le ministre de l'Intérieur du Brésil annonça triomphalement que « le problème indigène serait totalement résolu » à la fin du XXe siècle : tous les Indiens seront alors dûment intégrés à la société brésilienne, ils ne seront plus Indiens. Le ministre expliqua que l'organisme officiellement chargé de leur protection (la Fondation nationale de l'Indien — FUNAI) devra les faire disparaître. Les balles, la dynamite, les cadeaux de nourriture empoisonnée, la contamination des fleuves, la dévastation des forêts et la diffusion de virus et de bactéries inconnus des Indiens, accompagnèrent l'invasion de l'Amazonie par des entreprises avides de minéraux, de bois, et de tout le reste. Mais cette attaque, longue et féroce, n'a pas suffi. La domestication des Indiens survivants, qui les sauve de la barbarie, est aussi une arme indispensable pour balayer tous les obstacles sur le chemin de la conquête.

* Les intertitres sont de la rédaction ; les italiques sont de l'auteur.

« *Tuer l'Indien et sauver l'homme* », conseille le pieux colonel nord-américain Henry Pratt. Des années plus tard, le romancier péruvien Mario Vargas Llosa explique qu'il n'y a pas d'autre solution que de moderniser les Indiens, même s'il faut, pour y parvenir, sacrifier leur culture, pour les « sauver » de la faim et de la misère.

Le salut condamne les Indiens à travailler du lever jusqu'au coucher du soleil dans des mines, des plantations, pour des salaires qui ne sont même pas suffisants pour acheter une boîte de nourriture pour chiens.

Sauver les Indiens consiste aussi à briser leurs refuges communautaires et à les jeter dans l'arène de la main-d'œuvre bon marché, dans la violente intempérie des villes, où ils changent de langue, de nom et de tenue et où ils deviennent mendiants, ivrognes et putes dans les bordels. Ou encore sauver les Indiens consiste à leur mettre un uniforme et à les envoyer, le fusil à l'épaule, tuer d'autres Indiens ou mourir en défendant le système qui les nie. En fin de compte, les Indiens sont une bonne chair à canon : des 25 000 Indiens utilisés durant la Seconde Guerre mondiale, 10 000 sont morts.

Le 16 décembre 1492, Colomb l'annonçait déjà dans son journal, les Indiens servent « à être commandés et à travailler, à semer et à faire tout ce qui serait nécessaire et qu'ils fassent des villes et qu'ils apprennent à être habillés et nos habitudes ».

Sauver et "réduire"

Séquestration des bras, vol de l'âme : en parlant de cette opération, on utilise dans toute l'Amérique depuis la colonisation, le verbe réduire. L'Indien sauvé est réduit. On le réduit jusqu'à ce qu'il disparaisse : vidé

de lui-même, il est un non-Indien, il n'est personne.

Le shaman des Indiens Chamacocos, du Paraguay, chante les étoiles, les araignées et la folle Totila, qui déambule dans les forêts, en pleurant. Il chante ce que raconte le martin-pêcheur : « *Ne souffre pas de la faim, ne souffre pas de la soif. Monte sur mes ailes et nous mangerons les poissons de la rivière et nous boirons le vent.* » Il chante ce que lui raconte la brume : « *Je viens couper la gelée, pour que ton peuple ne souffre pas du froid.* »

Il chante ce que lui racontent les chevaux du ciel : « *Nous sellons [le cheval] et nous allons à la recherche de la pluie.* »

Mais les missionnaires d'une secte évangélique ont obligé le shaman à abandonner ses plumes, ses tambourins et ses cantiques, car « *ce sont des choses du Diable* » ; il ne peut plus guérir les morsures de vipère, ni apporter la pluie en temps de sécheresse, ni voler sur la terre pour chanter ce qu'il voit. Dans un entretien avec Ticio Escobar, le shaman dit : « *J'arrête de chanter et je tombe malade. Mes rêves ne savent plus où aller et me tourmentent. Je suis vieux, je suis blessé. A la fin, à quoi me sert de renier ce qui m'appartient ?* »

Le shaman dit cela en 1986. En 1614, l'archevêque de Lima avait fait brûler toutes les *quenás* [flûtes indiennes, ndlr] et autres instruments de musique des Indiens, et avait interdit toutes leurs danses, chants et cérémonies « *pour que le Diable ne puisse pas continuer d'exercer ses leures* ». En 1625, l'auditeur de l'Audiencia du Guatemala avait interdit les danses, les chants et cérémonies des Indiens, en les menaçant de cent coups de fouet, car « *ils ont un pacte avec les démons* ».

Pour déposséder les Indiens de leur liberté et de leurs biens, on les dépouille de leurs symboles d'identité. On leur interdit de chanter, de danser et de rêver à leurs dieux, même s'ils avaient été chantés par leurs dieux, dansés et rêvés dans le jour lointain de la Création. Des moines aux fonctionnaires du royaume colonial, et aux missionnaires des sectes nord-américaines, qui prolifèrent aujourd'hui en Amérique latine, les Indiens sont crucifiés au nom du Christ ; pour les sauver de l'enfer, il faut évangéliser les païens idolâtres. On utilise le dieu des chrétiens comme alibi pour le saccage.

L'archevêque Desmond Tutu parle ici de l'Afrique, mais c'est aussi valable pour l'Amérique : « *Ils sont venus. Ils avaient la Bible et nous avions la terre. Ils nous ont dit : "Fermez les yeux et priez". Et lorsque nous les avons ouverts, ils avaient la terre et nous avions la Bible.* »

Les docteurs de l'Etat moderne, en revanche, préfèrent l'alibi de l'instruction : pour les sauver des ténèbres, il faut civiliser

les barbares ignorants. Hier comme aujourd'hui, le racisme transforme le dépouillement colonial en acte de justice. Le colonisé est un sous-homme, capable de superstition mais incapable de religion, capable de folklore, mais incapable de culture : le sous-homme mérite un traitement sous-humain, et à sa petite valeur correspond le bas prix des fruits de son travail. Le racisme légitime la rapine coloniale et néo-coloniale, tout au long des siècles et des différents niveaux d'humiliations successives. L'Amérique latine traite ses Indiens comme les grands puissances traitent l'Amérique latine.

Racisme et barbarie

Gabriel René Moreno a été le plus prestigieux des historiens boliviens du siècle passé. De nos jours, une des universités de Bolivie porte son nom. Cet homme illustre de la culture nationale croyait que « *les Indiens sont des ânes, qui engendrent des mulets lorsqu'ils se croisent avec la race blanche* ». Il avait pesé le cerveau indigène et le cerveau métis ; selon sa balance, ils pesaient entre cinq, sept et dix onces de moins que le cerveau de la race blanche. Il les considérait donc comme « *cellulairement incapables de concevoir la liberté républicaine* ».

Le péruvien Ricardo Palma, contemporain et collègue de Gabriel René Moreno, écrivait que « *les Indiens sont une race abjecte et dégénérée* ». Et l'Argentin Domingo Faustino Sarmiento faisait ainsi l'éloge de la longue lutte des Indiens araucans pour leur liberté : « *Ils sont plus indomptables, ce qui signifie, des animaux plus récalcitrants, moins aptes pour la civilisation et l'assimilation européenne.* »

On trouve le racisme le plus féroce de l'histoire de l'Amérique latine dans la bouche des intellectuels les plus célèbres de la fin du XIXe siècle, et dans les actes des politiciens libéraux qui ont fondé l'Etat moderne. Quelquefois, ils étaient d'origine indienne, comme le mexicain Porfirio Díaz, auteur de la modernisation capitaliste du Mexique, qui avait interdit aux Indiens de marcher dans les rues principales et de s'asseoir sur les places publiques s'ils ne changeaient pas leurs culottes de coton contre le pantalon européen et leurs sandales contre des chaussures.

C'était l'époque [où l'Amérique latine] se liait au marché mondial, régi par l'empire britannique, l'époque du mépris scientifique pour les Indiens, qui donnait son impunité au vol de leurs terres et de leurs bras.

Le marché demandait du café, par exemple, et le café exigeait plus de terres et plus de bras. Alors, par exemple, le président libéral du Guatemala, Justo Rufino Bar-



rios, un homme de progrès, rétablissait le travail forcé de l'époque coloniale et offrait à ses amis des terres d'Indiens et des ouvriers indiens en quantité.

Le racisme se manifestait avec la plus aveugle des férociétés dans des pays comme le Guatemala, où les Indiens restent toujours une majorité obstinée malgré les fréquentes vagues d'extermination.

Le nettoyage ethnique

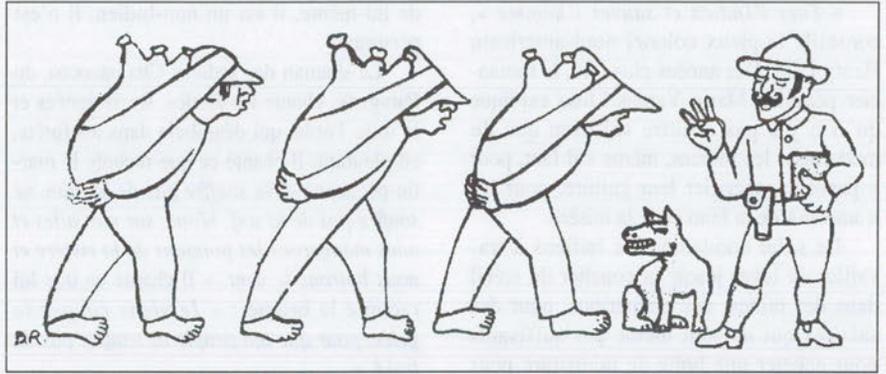
De nos jours, il n'y a pas de main-d'œuvre qui soit moins payée : les Indiens mayas touchent 65 centimes de dollar pour couper un quintal de café ou de coton, ou encore une tonne de canne à sucre. Les Indiens ne peuvent pas semer du maïs sans autorisation militaire, ni se déplacer sans permis de travail. L'armée organise le recrutement massif de bras pour les semences et les récoltes des produits d'exportation. Dans les plantations, on utilise des pesticides cinquante fois plus toxiques que le maximum tolérable ; le lait des mères est le plus contaminé du monde occidental.

Rigoberta Menchu (voir l'article en p. 14) : son petit frère, Felipe, et sa meilleure amie, Maria, sont morts enfants à cause des pesticides lancés d'un avion. Felipe mourut en travaillant dans le café. Maria, dans une plantation de coton. A coups de machette et de balles, l'armée a ensuite achevé le reste de la famille de Rigoberta et tous les autres membres de sa communauté. Elle a survécu pour le raconter.

Avec une joyeuse impunité, on reconnaît officiellement [au Guatemala] que 440 hameaux indigènes ont été effacés de la carte, entre 1981 et 1983, au cours d'une campagne d'anéantissement qui assassina ou fit disparaître des milliers d'hommes et de femmes. Le *nettoyage* de la montagne, l'opération "terre rasée", a coûté la vie à un nombre incalculable d'enfants. Les militaires guatémaltèques sont sûrs que le vice de la rébellion est transmis par les gènes.

Une race inférieure, condamnée au vice et à la paresse, incapable d'ordre et de progrès, mérite-t-elle un sort meilleur ? La violence institutionnelle, le terrorisme d'Etat, se chargent d'écarter toute hésitation. Les conquistadores n'utilisent plus des armures de fer, mais les uniformes de la guerre du Viêt-nam. Ils n'ont plus la peau blanche : ce sont des métis honteux, entraînés de force, et obligés de commettre des crimes qui les suicident. Le Guatemala méprise les Indiens, le Guatemala se méprise.

Mille deux cents ans avant les mathématiciens européens, cette race inférieure avait déjà découvert le chiffre zéro. Elle connaissait l'âge de l'univers, avec une précision étonnante, mille ans avant les astronomes de notre temps.



Les Mayas sont toujours des voyageurs du temps : « *Qu'est-ce qu'un homme sur le chemin ? Du temps.* »

Ils ignorent que le temps est de l'argent, comme nous l'a révélé Henry Ford. Le temps, fondateur de l'espace, leur semble sacré, tout aussi sacré que sa fille, la terre, et son fils, l'être humain : comme la terre, comme les gens, le temps ne peut être acheté ni vendu. La civilisation fait toujours de son mieux pour les tirer de l'erreur.

Civilisation ? L'histoire change selon la voix qui la raconte. En Amérique, en Europe, ou n'importe où. Ce qui, pour les Romains, fut « *l'invasion des barbares* », pour les Allemands fut « *l'émigration vers le Sud* ».

L'histoire racontée par "ceux d'en haut"

Ce n'est pas la voix des Indiens qui, jusqu'à présent, a raconté l'histoire de l'Amérique. A la veille de la conquête espagnole, un prophète maya, parlant au nom des dieux, avait annoncé : « *Lorsque la cupidité se terminera, le visage, les mains et les pieds du monde se déchaîneront.* » Et lorsque la bouche se déchaînera, que dira-t-elle ? Que dira l'autre voix, celle qui n'a jamais été écoutée ?

Du point de vue des vainqueurs qui, jusqu'à présent, a été le seul point de vue, les mœurs des Indiens ont toujours confirmé leur possession démoniaque ou leur infériorité biologique.

Il en est ainsi depuis les premiers temps de la vie coloniale.

Les Indiens des îles des Caraïbes se suicident pour refuser le travail esclave ? C'est parce qu'ils sont paresseux.

Ils sont tout nus comme si le corps était leur visage ? C'est parce que les sauvages n'ont honte de rien.

Ils ignorent le droit de propriété, ils partagent tout, et ils manquent de soif de richesses ? C'est parce qu'ils sont plus proches du singe que de l'homme.

Ils se baignent avec une étrange fréquence ? C'est parce qu'ils ressemblent aux hérétiques de la secte de Mahomed, qui brûlent dans les feux de l'Inquisition.

Ils ne frappent jamais les enfants, ils les laissent en liberté ? C'est parce qu'ils sont incapables de punir ou d'avoir une doctrine.

Ils croient dans les rêves et obéissent à des voix ? C'est l'influence de Satan ou de la stupidité pure.

Ils mangent lorsqu'ils ont faim et pas à l'heure des repas ? C'est parce qu'ils sont incapables de dominer leurs instincts.

Ils aiment lorsqu'ils éprouvent du désir ? C'est parce que le Diable les pousse à répéter le péché originel.

L'homosexualité est libre ? La virginité n'a aucune importance ? C'est parce qu'ils vivent dans l'avant-salle de l'enfer.

En 1523, le cacique indien Nicaragua demanda aux conquistadores : « *Et votre roi, qui l'a élu ?* » Le cacique avait été élu par les anciens des communautés. Le roi de Castille avait-il été élu par les anciens des communautés ?

L'Amérique précolombienne est vaste et diverse, elle avait des formes de démocratie que l'Europe ne parvint pas à voir, et que le monde ignorait encore. Réduire la réalité indigène américaine au despotisme des empereurs incas, ou aux pratiques sanguinaires de la dynastie aztèque, équivaut à réduire la réalité européenne de la Renaissance à la tyrannie de ses monarques ou aux sinistres cérémonies de l'Inquisition.

Dans la tradition guarani, par exemple, les caciques sont élus par des assemblées d'hommes et de femmes — qui les destituent s'ils ne respectent pas le mandat collectif. Dans la tradition des Iroquois, les hommes et les femmes gouvernent sur un pied d'égalité. Les chefs sont des hommes ; mais ce sont les femmes qui les élisent et les démettent ; elles ont un pouvoir de décision, à partir du Conseil des matrones, sur des aspects essentiels de la confédération. Vers 1600, lorsque les hommes iroquois se sont lancés dans la guerre pour leur propre compte, les femmes ont fait la grève de l'amour. Peu après, les hommes obligés de dormir seuls, se sont soumis au gouvernement partagé.

En 1919, le chef militaire [indigène] de Panama, dans l'île de San Blas, annonça le triomphe : « *Les Indiennes kunas ne mettront plus les omals [leurs habits tradition-*

nels, ndlr], mais des robes civilisées. » Il annonça que les Indiennes ne peindraient plus leur nez, mais leurs joues, comme cela doit être, qu'elles ne porteraient plus des boucles d'or au nez, mais dans les oreilles. Comme cela doit être.

Soixante-dix ans après ce chant du coq, les Indiennes kunas de nos jours portent toujours des boucles au nez, elles portent leurs *molos* faites de beaucoup de toiles de couleurs croisées avec une étonnante capacité d'imagination et de beauté : vivantes, elles s'habillent de leurs *molos* et c'est avec les *molos* qu'elles s'enfoncent dans la terre lorsque la mort arrive.

En 1989, à la veille de l'invasion nord-américaine, le général Manuel Noriega a assuré que Panama était un pays respectueux des droits de l'homme. « *Nous sommes une tribu* » a assuré le général.

La technologie du désert

Les techniques archaïques, aux mains des communautés, avaient rendus les déserts de la cordillère des Andes fertiles. Les technologies modernes, aux mains des latifundia privés d'exportation, ont converti ces terres fertiles en déserts, dans les Andes et partout.

Il serait absurde de reculer de cinq siècles dans les techniques de production : mais ce n'est pas moins absurde d'ignorer les catastrophes d'un système qui pressure les hommes, rase les forêts, viole la terre et empoisonne les fleuves pour obtenir plus de richesse en moins de temps.

N'est-il pas absurde de sacrifier la nature et les gens sur l'autel du marché international ? C'est dans cet absurde que nous vivons ; et nous l'acceptons comme si c'était notre seul destin possible.

Les dites cultures primitives sont toujours dangereuses parce qu'elles n'ont pas perdu leur sens commun. Ce sens commun qui est aussi, par extension naturelle, le sens communautaire. Si l'air appartient à tous, pourquoi la terre aurait-elle un propriétaire ? Si nous venons de la terre, et que nous allons vers la terre, tout crime contre la terre ne nous tue-t-il pas ?

La terre est berceau et sépulture, mère et compagne. On lui offre la première gorgée et la première bouchée ; on lui donne du repos et on la protège de l'érosion.

Le système méprise ce qu'il ignore, parce qu'il ignore ce qu'il craint de connaître. Le racisme est aussi un masque de la peur.

Que savons-nous des cultures indigènes ? Ce que nous ont raconté les films du Far West. Et des cultures africaines, que savons-nous ? Ce que nous a raconté le professeur Tarzan, qui n'y a jamais été.

Un poète noir de Bahia, dit : « *D'abord, ils m'ont volé à l'Afrique. Ensuite, ils m'ont volé l'Afrique.* »

La mémoire de l'Amérique a été mutilée par le racisme. Nous agissons toujours comme si nous étions des enfants de l'Europe, et de personne d'autre.

A la fin du siècle dernier, un médecin anglais, John Down, identifia le syndrome qui porte aujourd'hui son nom. Il crut que l'altération des chromosomes impliquait « *un retour aux races inférieures* », qu'il généralisait « *des mongoliens idiots, des négroïdes idiots et des Aztèques idiots* ».

En même temps, un médecin italien, Cesare Lombroso, donna au "criminel de naissance" les traits physiques des Noirs et des Indiens.

C'est ainsi que le présupposé selon



lequel les Indiens et les Noirs seraient enclins, par nature, au crime et à la débilité mentale trouva une base scientifique. Les Indiens et les Noirs, traditionnels instruments de travail, sont depuis des objets de science.

A l'époque de Dombroso et de Down, un médecin brésilien, Raimundo Nina Rodrigues, commença à étudier le problème noir. Nina Rodrigues, qui était mulâtre, arriva à la conclusion que « *le mélange de sang perpétue le caractère des races inférieures* » et donc que « *la race noire, au Brésil,*

constituera toujours un des facteurs de notre infériorité en tant que peuple ». Ce médecin psychiatre fut le premier chercheur d'origine africaine de la culture brésilienne. Il étudia [cette culture, ndlr] comme un cas clinique — les religions noires, comme une pathologie ; les trances, comme des manifestations d'hystérie.

Ogum déguisé en Saint-George

Peu de temps après, un médecin argentin, le socialiste José Ingenieros, écrivit que « *les Noirs, scorie ignominieuse de la race humaine, sont plus proches des singes antropoïdes que des Blancs civilisés* ». Et pour démontrer leur irrémédiable infériorité, Ingenieros constatait : « *Les Noirs n'ont pas d'idées religieuses.* »

En réalité, les idées religieuses avaient traversé la mer, avec les esclaves, dans les navires négriers. Elles durent se déguiser en saints blancs, pour survivre et aider à la survie de millions d'hommes et de femmes violemment arrachés à l'Afrique et vendus comme des objets. Ogum, dieu du fer, se fit passer pour Saint-George, Saint-Antoine ou

Saint-Michel, et Shango, avec tous ses tonnerres et ses feux, devint Sainte-Barbara, Obatala devint Jésus-Christ et Oshun, la divinité des eaux douces, fut la vierge de la Candelaria.

Des dieux interdits. Dans les colonies espagnoles et portugaises et dans toutes les autres. Dans les îles anglaises des Caraïbes, après l'abolition de l'esclavage, il était encore interdit de jouer du tambour ou des instruments à vent africains, et le simple fait de posséder une image de n'importe quel dieu africain conduisait sans appel à la prison.

Des dieux interdits, parce qu'ils exaltent dangereusement les passions humaines, et les incarnent. Friedrich Nietzsche dit une fois : « *Je ne pourrais croire qu'en un dieu qui saurait danser.* »

Comme José Ingenieros, Nietzsche ne connaissait pas les dieux africains. S'il les avait connus, il y aurait peut-être cru. Cela aurait peut-être changé certaines de ses idées. Mais qui sait pour José Ingenieros...

La peau sombre dévoilerait des défauts de fabrication incorrigibles. Ainsi, la terrible inégalité sociale, qui est aussi raciale, trouve un alibi dans les tares héréditaires.

Humboldt l'avait déjà noté, il y a deux

cents ans, et toute l'Amérique fonctionne toujours ainsi : la pyramide des classes sociales est sombre à la base et claire au sommet. Au Brésil, par exemple, la démocratie raciale signifie que que les Blancs sont en haut et les Noirs en bas.

James Baldwin a dit sur les Noirs des Etats-Unis : « *Lorsque nous quittâmes le Mississipi et que nous allâmes au Nord, nous ne trouvâmes pas la liberté. Nous trouvâmes les pires postes sur le marché du travail ; et nous y sommes encore.* »

Un Indien du Nord argentin, Asuncion Ontiveros Yulquila, évoque aujourd'hui le traumatisme qui a marqué son enfance : « *Les personnes bonnes et belles étaient celles qui ressemblaient à Jésus et à la Vierge. Mais mon père et ma mère ne ressemblaient en rien aux images de Jésus et de la Vierge que je voyais à l'église d'Abra Pampa.* »

Le fatalisme biologique, stigmate des races inférieures, congénitalement condamnées à l'indolence, à la violence et à la misère, nous empêche de voir les causes réelles de notre malheur historique. Mais, de plus, le racisme nous empêche de connaître, ou de reconnaître, certaines valeurs fondamentales que les cultures méprisées ont pu miraculeusement perpétuer et qui incarnent toujours en elles, tant bien que mal, et malgré les siècles de persécution, l'humiliation et la dégradation. Ces valeurs fondamentales ne sont pas des objets de musée. Ce sont des facteurs d'histoire, indispensables pour notre indispensable invention d'une Amérique sans des gens qui commandent et des gens qui sont commandés. Ces valeurs accusent le système qui les nie.

Il y a quelque temps, le prêtre espagnol Ignacio Ellacuria [jésuite assassiné au Salvador par l'armée en 1989, ndlr] me dit que cette histoire de la Découverte de l'Amérique était absurde. L'opresseur est incapable de découvrir, me dit-il : « *C'est l'opprimé qui découvre l'opresseur.* »

Il pensait que l'opresseur ne peut même pas se découvrir lui-même. La véritable réalité de l'opresseur ne peut se voir qu'à partir de l'opprimé.

Ignacio Ellacuria fut criblé de balles, parce qu'il avait cru dans l'impardonnable capacité de révélation et parce qu'il voulait partager les risques de la foi dans son pouvoir de prophétie.

A-t-il été assassiné par les militaires du Salvador, ou a-t-il été assassiné par un système qui ne peut tolérer le regard qui le dénonce ? ★

Brecha, Montevideo
10 avril 1992

Entre la croix et l'épée

Giulio Girardi, théologien de la libération, est né au Caire en 1926 ; il a été ordonné prêtre en 1955. Infatigable défenseur de la libération des peuples, il a subi la persécution de la hiérarchie catholique. Dans l'entretien que nous publions, il revient sur la théologie de la libération et explique le sens de ce que le Vatican appelle la "seconde évangélisation" de l'Amérique latine, qui prétend être la continuité de la "théologie de la Conquête", commencée il y a 500 ans.



PAGINA ABIERTA : *Pourrais-tu nous parler de l'évangélisation issue de ce que tu appelles la "théologie de la Conquête" ?*

Giulio GIRARDI : Pour réfléchir à cette conception de l'évangélisation, il faut partir d'une analyse du projet évangéliste et du projet d'exploration de Christophe Colomb — l'argument avec lequel il réussit à convaincre les Rois catholiques de le soutenir dans son entreprise. Le raisonnement fondamental était justement celui-là : l'exploration, avec les découvertes qui s'en suivraient, avait comme objectif fondamental l'évangélisation.

Pourquoi cet objectif intéressait-il tellement les Rois catholiques ? Il faut rappeler le contexte de "chrétienté" de l'époque, c'est-à-dire, une profonde interpénétration entre l'Eglise et l'Etat, où se convertir à l'Evangile signifiait s'intégrer non seulement dans un nouvel ensemble religieux mais aussi politique.

Evangéliser signifie, dès lors, soumettre, civiliser, éduquer ; cela revient à étendre l'empire chrétien. Voilà pourquoi les rois d'Espagne jugèrent le projet d'évangélisation très cohérent avec les objectifs religieux, mais aussi avec la volonté d'accroître leur pouvoir et d'enrichir leur pays.

Tous les problèmes que l'évangélisation pose maintenant aux croyants qui, d'une façon ou d'une autre, s'interrogent sur cet

objectif, surgissent, précisément, de cette alliance qui s'est établie dans l'évangélisation entre, d'un côté, le pouvoir politico-militaire et le pouvoir économique et, de l'autre, le message de Jésus. Il nous semble que cette interprétation, cette alliance entre l'épée et la croix, change profondément le sens de la croix et que, donc, la discussion sur une "seconde évangélisation" doit partir d'une analyse et d'un questionnement très profond de la première [Evangélisation].

◆ *Que représente cette "seconde évangélisation", qui se discute au Vatican. Quelles en sont les principales caractéristiques ?*

Je crois que pour parler de "seconde évangélisation", il faut distinguer très clairement les deux interprétations fondamentales de ce projet, qui sont profondément en conflit.

Parmi les débats posés par le Ve centenaire, un des plus subtils et des plus conflictuels est justement celui de la "seconde évangélisation". Et l'expression la plus importante de ce conflit est celle qui oppose, d'un côté, le Vatican et la Conférence épiscopale latino-américaine (CELA) et, de l'autre, la Coordination des religieux et religieuses latino-américains (CLAR).

Ce conflit est très important ; il ne se limite pas au cas isolé d'un théologien, d'un évêché ou d'un diocèse en particulier, mais, d'une certaine façon, il implique l'orientation religieuse sur tout le continent de tous ceux qui se reconnaissent dans la ligne de la théologie de la libération. La CLAR représente 160 000 religieux et religieuses, dont-

beaucoup sont très engagés dans les quartiers populaires ou dans les communautés chrétiennes de base. Le processus en cours au Vatican vise donc, à l'échelle de tout le continent, l'Eglise populaire latino-américaine et la théologie de la libération.

La contradiction centrale entre le Vatican et la CLAR est justement la conception de l'évangélisation. La CLAR avait élaboré un projet qui se fonde sur le présupposé que, pour une nouvelle évangélisation, il faut rompre cette alliance avec la Conquête, entre le pouvoir oppresseur et l'Évangile de Jésus, et montrer en quoi cette alliance va contre la nature des choses, contre la nature de l'Évangile.

La "seconde évangélisation", la fameuse "nouvelle évangélisation", doit être réellement alternative et différente de la première, celle de la Conquête. Si la première fut liée à la libération ; et si, dans la première, les protagonistes étaient les puissants, politiques, ecclésiastiques et économiques, la seconde doit reconnaître les pauvres et les peuples comme les acteurs principaux.

Voilà l'axe de la transformation et du changement révolutionnaire que la CLAR explique dans le *Document pour une autre vie*, mais aussi dans d'autres textes qui ne se contentent pas de montrer que l'option préférentielle pour les pauvres change aussi, si elle est assumée de façon cohérente, l'interprétation de la Bible ; mais surtout que cette interprétation change le sens de la vie chrétienne, de la vie religieuse, du sacerdoce, de la Pastorale, de la formation des religieux et des prêtres, qui ne doit plus se faire dans des lieux séparés ou isolés, mais dans le contexte même de la lutte et de la vie du peuple — les pauvres deviennent ainsi les véritables éducateurs, les véritables évangélisateurs.

Ce projet manifeste beaucoup de créativité, de richesse, et de fécondité. En lisant ces textes, on comprend mieux l'affirmation de Leonardo Boff : « *L'option pour les pauvres est l'événement le plus important de l'histoire de l'Eglise depuis la Réforme.* » Son importance peut se mesurer par la force du mouvement ecclésiastique et populaire qui se mobilise.

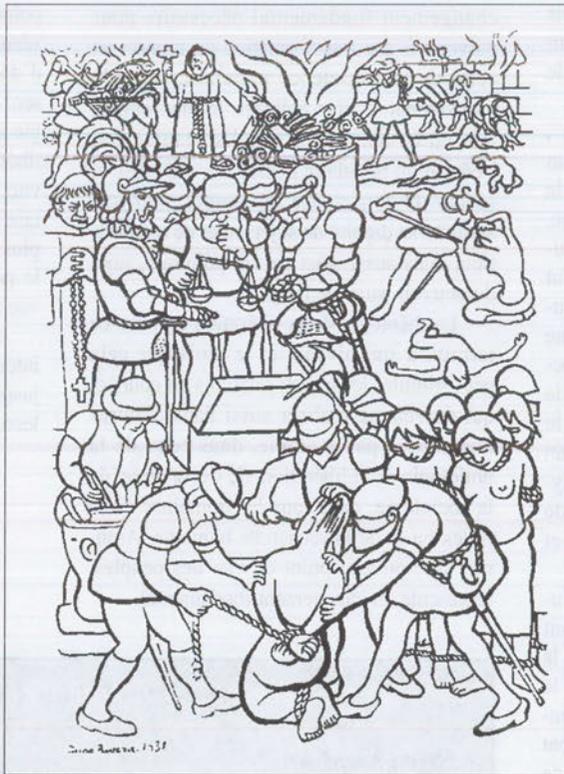
On est étonné — et on devrait dire aussi choqué — que, devant un tel projet, la réaction du Vatican ait été de soupçon et de répression. Cela montre l'interprétation que le Vatican essaye de donner à la "seconde évangélisation" qui est, pour lui, dans la continuité de la première, et qui ne remet pas en cause les traits fondamentaux de la Conquête. Le Vatican vise à poursuivre une évangélisation à partir du pouvoir ecclésiast-

rique et aussi économique, dans la mesure où l'Eglise institutionnelle est l'alliée, au niveau mondial et au niveau de la majorité des pays occidentaux, des pouvoirs politiques et économiques.

Le projet de Rome considère comme sujet protagoniste l'Eglise, et il a comme caractéristique fondamentale l'eurocentrisme. A partir de là, Rome met en cause l'option par les pauvres, présente dans la ligne de la CLAR, accusée, une fois encore, d'être marxiste, idéologique, et donc, incompatible avec le message évangélique.

◆ *Si, selon toi, il y a là réellement deux projets antagonistes, celui du Vatican et celui de la CLAR, il est probable que la même coupure intervienne face à la théologie de la libération. Comment et quand a été fondée la théologie de la libération ? Qui l'a impulsée et quels sont ses aspects fondamentaux ?*

Sans faire toute l'histoire de la théologie de la libération, je voudrais indiquer deux sources fondamentales qui permettent de comprendre ses origines.



D'un côté, la source la plus évidente, ce sont les grands événements du Concile Vatican II et de la Conférence latino-américaine de Medellin. De l'autre, il y a quelque chose d'encore plus important et plus évident, c'est-à-dire le changement intervenu dans la conscience chrétienne, au niveau de la base, dans beaucoup d'endroits du monde, mais particulièrement en Amérique latine, lorsque

des groupes de plus en plus nombreux de chrétiens commencèrent à s'impliquer dans les luttes populaires à partir de leur foi.

Traditionnellement, et à partir de la Conquête et du type de christianisme qu'elle a instauré, les chrétiens, et beaucoup plus les Eglises en tant que telles, se situent, politiquement, dans une perspective conservatrice ; elles fonctionnent ainsi comme des éléments de justification et de stabilité des divers régimes.

Mais la nouveauté qui surgit au cours des années 60, d'une manière très claire, dans les luttes au Chili, par exemple, au Nicaragua, au Guatemala, au Salvador, etc., est le fait que des secteurs chrétiens, chaque fois plus importants, ont découvert la nécessité de prendre leurs distances par rapport à cette interprétation conservatrice de l'Évangile ; ils ont découvert que, dans son inspiration première, l'Évangile a été et continue à être un message libérateur et ils se sont donc engagés aux côtés d'autres militants dans les luttes de libération.

Ce fait nouveau encouragea certains théologiens, plus proches du peuple, à expliciter leurs implications théologiques. Je crois que peu de fois on a eu l'occasion de voir à quel point la tâche du théologien ne peut s'éloigner de celle des mouvements populaires. C'est particulièrement évident pour la théologie de la libération.

Ces théologiens prirent conscience que si la théologie traditionnelle était parvenue à une optique conservatrice, c'est parce qu'elle partait fondamentalement du point de vue du pouvoir, eurocentriste, celui de l'Empire, qui s'était reflété dans toute l'interprétation de l'Évangile.

Maintenant, la nouveauté fondamentale de la théologie de la libération est qu'elle fait la relecture de l'Évangile à partir de la foi du peuple, engagé dans ses luttes de libération. Cela change le sens de l'Eglise, et révèle le sens plus authentique de Dieu, de Dieu en tant que libérateur, de Dieu qui se manifeste en prenant parti pour les esclaves.

L'autre source qui, naturellement, alimenta cette réflexion et stimula cette valorisation des expériences populaires fut le Concile Vatican II, où l'Eglise prit très clairement conscience de la nécessité d'être présente dans l'histoire, mais avec une tâche de rénovation et de solidarité avec les luttes des peuples. Ces exigences se manifestèrent dans la Conférence latino-américaine de Medellin, où cette prise de conscience éclata à cause des liens de l'Eglise latino-américaine avec la situation du continent, et, très explicitement, avec les contradictions du continent, avec sa condi-

tion de continent exploité et opprimé. L'importance pour une conscience chrétienne de cette analyse de la réalité sociale, de la réalité politique, passa, alors, par les expériences que faisaient les militants, et cela ouvrit de nouveaux horizons à une réflexion théologique.

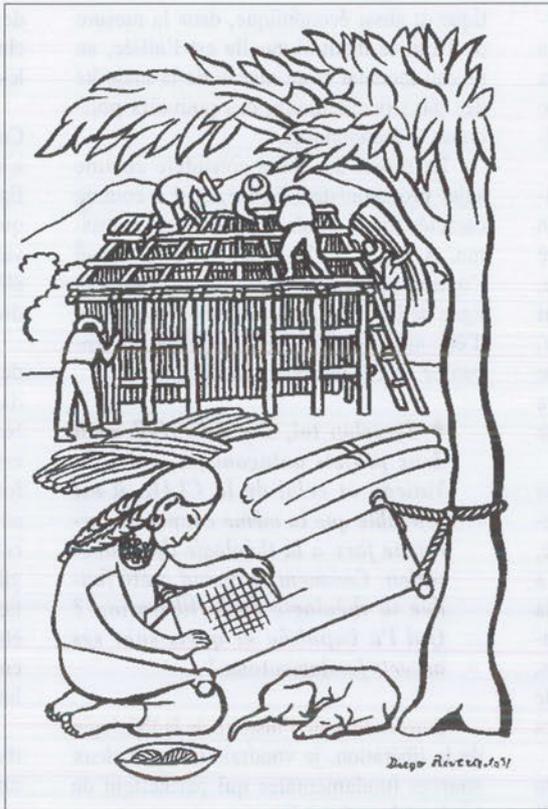
◆ *Dans tes écrits, tu parles d'un concept fondamental, selon toi, celui de "révolution culturelle". Qu'entends-tu par là ? Existe-t-il des expériences de ce genre en Amérique latine ?*

Je crois que, pour comprendre la force de ce système d'oppression, au niveau mondial et dans chaque pays, il est très important de prendre conscience de sa dimension culturelle ; il faut analyser comment un système a soumis non seulement l'économie et la politique, mais aussi les consciences ; comment la Conquête se concrétisa, entre autres choses, par une conquête des esprits ; comment se développa la formation d'un type d'homme qui intériorisa ces situations de domination et qui les considère désormais normales.

Cela veut dire qu'on ne peut pas avoir un changement profond de société sans un changement au niveau des consciences et de la culture.

Que signifie "révolution culturelle", dans cette perspective ? Cela signifie qu'un changement dans la vie sociale suppose la mise en marche d'un processus qui assume, face au monde et face à l'histoire, un nouveau point de vue. La culture dominante fut élaborée à partir des intérêts et des préoccupations du pouvoir central, à partir d'une perspective eurocentriste ; avec pour préoccupation la justification des rapports de domination. Si, par contre, on se place du côté des peuples en lutte, et qu'on adopte un point de vue populaire, cela change l'analyse de la société, modifie le système de valeurs au centre des préoccupations et change tout le contenu de la culture.

Cependant, quand je parle de "révolution culturelle", je ne fais pas uniquement référence à un projet de transformation de la culture mais aussi, et surtout, ce qui est le plus urgent, à un changement de la conscience populaire. Quand on me demande où sont les exemples de ce type de culture, de ce type de transformation, je pense en premier lieu, à l'éducation populaire libératrice, qui est, je crois, le mouvement culturel le plus important en ce moment. Peut-être que les spécialistes ne citeraient pas l'éducation populaire comme un important mouvement culturel, parce qu'ils ont l'habitude de juger l'importance des mouvements culturels du point de vue de la bourgeoisie et des classes dominantes.



Mais si nous pensons réellement que le changement fondamental nécessaire pour parvenir à une transformation du monde est celui de la conscience populaire, alors le mouvement le plus culturel, le plus important en ce moment est, indiscutablement, l'éducation populaire libératrice, qui attise et suscite la conscience du peuple pour que surgisse sa dignité de sujet, sujet de rééducation, mais aussi sujet de vie politique, sujet du pouvoir, sujet de l'Eglise.

La théologie de la libération agit sur ce terrain, à son niveau, et je crois que cela peut stimuler les transformations en cours et qui doivent se réaliser aussi dans d'autres domaines ; par exemple, dans ceux de la philologie de la libération, de l'économie, de la sociologie, dans tous les domaines de la réflexion et de la recherche humaine. Assumer un nouveau point de vue des peuples, représente un changement fondamental.

◆ *Tu dis qu'il n'y a pas de lecture innocente des 500 ans. Peux-tu expliquer cela ?*

Il est évident qu'aujourd'hui il y a des contradictions profondes dans l'appréciation de ce que fut la Conquête et la fameuse "première évangélisation".

Où est la base de ces contradictions ? Elles viennent du fait que les personnes qui examinent, qui analysent et qui évaluent ces événements se situent dans des lieux politico-culturels différents. Ceux qui se situent du côté des conquistadores, du côté des puissances européennes, du côté des Rois catholiques, n'hésitent pas à affirmer que ces événements furent un énorme progrès pour la civilisation, pour l'Europe, pour l'humanité ; qu'à cette époque, se réalisa l'unification de l'humanité ; que c'était un progrès pour la chrétienté. Mais les choses changent si on les analyse du point de vue des indigènes, qui virent leur histoire brutalisée et détruite — physiquement, culturellement et religieusement.

Face à ces deux optiques, quel est le point de vue qui se rapproche le plus de la vérité et qui nous permet d'évaluer la réalité d'une façon objective ? Pour ceux qui pensent et qui luttent dans la ligne de la théologie de la libération et de la philologie de la libération, la réponse est claire : le point de vue des opprimés en lutte, des pauvres en tant que sujets est celui qui se rapproche le plus de la vérité des choses, parce que c'est le point de vue le plus juste, d'un point de vue moral et politique.

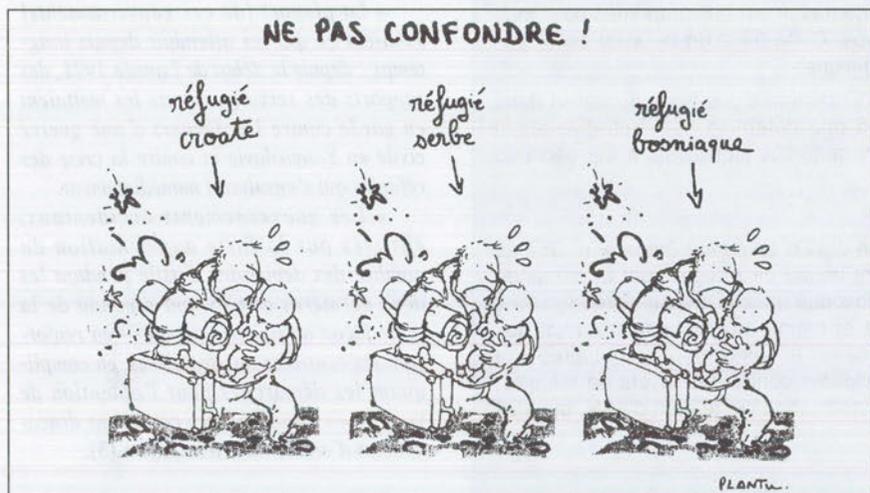
Il nous semble qu'il y a une profonde interpénétration entre les caractéristiques de justice et de vérité morale et leur vérité intellectuelle. ★

Pagina Abierta
Madrid, avril 1992

1492-1992 dans INPRECOR

- | | |
|---|--------------------|
| ● "Notre Amérique"
Miguel ROJAS MIX | n° 350 du 10.04.92 |
| ● A coups de trique
Antonio FLORES | n° 352 du 08.05.92 |
| ● La longue nuit de l'esclavage
John BUDICK | n° 353 du 22.05.92 |
| ● Les femmes et la "pureté du sang"
Verena STOLCKE | n° 355 du 19.06.92 |
| ● Les oubliés du Canada
Table ronde | n° 356 du 03.07.92 |
| ● Le mouvement indigène et les 500 ans
Interview d'Hazel LAW | n° 357 du 17.07.92 |

Europe "terre d'asile" ?



Dans l'ancienne Yougoslavie, la guerre a déjà fait 2,5 millions réfugiés. Un demi-million a déjà rejoint d'autres pays européens — les 2 autres millions sont des "déplacés" intérieurs.

Cet exode constitue la plus grande vague de déplacement de population, en Europe, depuis la Seconde Guerre mondiale. Il intervient alors que les différents gouvernements occidentaux ont déjà instauré de fortes restrictions au droit d'asile et fermé leurs frontières à l'immigration (voir *Inprecor* n° 332 et 336 des 7 juin et 13 septembre 1991).

Finn JENSEN *



LA PLUPART des gouvernements occidentaux prétendent ne vouloir interdire leur territoire qu'aux "réfugiés économiques", mais, de fait, leur politique limite le droit d'asile dans son ensemble.

A la fin des années 80, dans la plupart des pays européens, on a assisté à une augmentation du nombre des demandeurs d'asile. En 1988, dans les douze Etats de la Communauté économique (CE), 170 000 demandeurs d'asile ont été recensés. En 1990, leur nombre est passé à 208 000, et en 1991 à 328 000 — la moitié d'entre eux en Allemagne. L'Allemagne et la France compabilisaient 80 % des demandes d'asile.

Cependant, alors que les gouvernements européens agitaient le spectre du flot d'immigration qui risquerait de les submerger, il faut savoir que seulement 5 % des 15,5 millions de réfugiés internationalement recensés avaient trouvé asile en Europe. En effet, les pays pauvres du tiers monde en accueillent la majorité. Le Pakistan en compte 3 millions, la Jordanie 2 millions, la Somalie 500 000 — alors qu'en Grande-Bretagne, par exemple, il n'y en a que 200 000.

Les gouvernements européens, comme ceux des autres pays riches, appliquent actuellement une définition très étroite du statut de réfugié. Selon la Convention des Nations-Unies de 1951 et les protocoles de 1967, le réfugié est quelqu'un qui « a des craintes fondées d'être persécuté » s'il rentre dans son pays. Le demandeur d'asile doit donc prouver que, soit lui soit sa proche famille ont été l'objet de persécutions de la part des autorités de leur pays — prison, tortures, menaces d'exécution, etc. La plupart

des gouvernements européens ne donnent le plein statut de réfugié qu'aux demandeurs d'asile répondant aux critères de cette convention. La majorité des régimes occidentaux interprètent la résolution de 1951 des Nations-Unies dans un sens de plus en plus étroit — il veulent ainsi réduire le nombre de réfugiés reconnus comme tels.

Les gouvernements d'Europe de l'Ouest ont signé des traités internationaux interdisant l'expulsion de leur territoire des personnes qui seraient menacées de torture ou d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants dans leur pays d'origine. De tels réfugiés *de facto* n'ont droit qu'à un séjour temporaire jusqu'à ce que la situation se normalise dans leur pays d'origine.

Les pays d'Europe de l'Ouest ont adopté tout un arsenal de mesures fermant de plus en plus les portes de l'Europe aux demandeurs d'asile, et — si ceux-ci parviennent quand même à s'y rendre — les conditions de régularisation de leur séjour sont de plus en plus complexes (voir encadré en p. 24). Des restrictions ont aussi été introduites dans l'attribution des visas et des sanctions lourdes menacent ceux qui n'auraient pas leurs papiers en règle. Enfin, les pays européens ont désormais le droit de renvoyer des réfugiés vers "un tiers pays en sécurité" et d'"accélérer" certaines procédures — dont la détention et la déportation rapide.

C'est dans ce contexte que, parmi les 23,5 millions d'habitants des six républiques de l'ancienne Yougoslavie, 10 % sont désormais devenus des réfugiés. Ce nombre s'accroît de 10 000 par jour et le flux pourrait grossir encore plus s'il y avait une période d'accalmie dans le conflit armé — certains n'arrivent pas à s'enfuir lorsque les combats font rage.

Réfugiés de la guerre et de la faim

Selon le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations-Unies (HCR), presque 1 million de personnes seraient bloquées dans les zones de combat. Environ 10 000 personnes auraient déjà perdu la vie dans cette guerre. D'après José Maria Mendiluce, envoyé spécial du HCR dans l'ancienne Yougoslavie : « Si la guerre ne se termine pas, l'accès à de nombreuses zones continuera d'être difficile ; nous ne pourrions pas répondre aux besoins de toutes les victimes pendant l'hiver. Nous sommes obligés d'établir des priorités de zones et de groupes. On peut donc difficilement espérer pouvoir leur sauver la vie.

» L'hiver fera plus de victimes que la guerre. Beaucoup de gens seront inévitable-

* Finn Jensen travaille à l'Unité d'aide aux réfugiés, à Manchester.

La chasse aux réfugiés

DANEMARK. La décision du gouvernement de droite danois autorisant le renvoi de Palestiniens vers le Liban, contre leur gré, a conduit 60 d'entre eux à chercher refuge dans une église de Copenhague. Une campagne avait poussé les partis d'opposition, en mars 1992, à proposer une législation mettant le gouvernement en minorité et qui permit exceptionnellement à un certain nombre de Palestiniens de rester au Danemark.

FRANCE. Le 25 septembre 1991, les permis de travail ont été supprimés pour tous les demandeurs d'asile qui arrivaient en France. Cette décision ne s'est accompagnée d'aucune mesure d'aide sociale ou économique.

L'article 8 de la nouvelle loi autorisant l'établissement d'une zone de transit dans les aéroports et la possibilité de procéder à une détention administrative allant jusqu'à 30 jours, sans aucune intervention des autorités judiciaires, a été déclarée anticonstitutionnelle.

ALLEMAGNE. Des amendements à la loi sur le droit d'asile (voir *Inprecor* n° 357 du 14 septembre 1992), réduisant le délai durant lequel un réfugié dont la demande d'asile a été repoussée peut faire appel, ont provoqué un tollé chez les organisations non gouvernementales, les juristes, les juges et même au Haut-commissariat aux réfugiés des Nations-Unies (HCR). Ces amendements semblent être contraires à la Constitution. Après la vague d'attentats néofascistes contre des foyers de réfugiés, le soutien hétérogène à une limitation de la loi allemande sur le droit d'asile, qui était relativement libérale, s'est vu renforcé.

PAYS-BAS. Des amendements à la loi sur les étrangers ont été adoptés par le gouvernement (voir *Inprecor* n° 351 du 24 avril 1992). Des demandes d'asile jugées infondées peuvent désormais conduire à des arrestations. Le réfugié qui ne se présenterait pas à un entretien avec les autorités peut aussi être arrêté.

La ratification de l'accord de Schengen, qui harmonise les contrôles frontaliers pour les ressortissants non-CE, a été aussi critiquée par le Parlement hollandais à cause de son contenu et de l'absence de contrôle démocratique et juridique.

LUXEMBOURG. Le gouvernement a suspendu un accord qui existait avec la Yougoslavie craignant l'arrivée massive de réfugiés à cause de la guerre.

SUISSE. Depuis janvier 1992, dès qu'un demandeur d'asile trouve un emploi, 7 % de son salaire mensuel est déduit pour "rembourser" le gouvernement pour l'aide reçue et comme dépôt pour les coûts d'une déportation éventuelle.

SUEDE. Les organisations immigrées et de réfugiés ont appelé tous les travailleurs d'origine immigrée à cesser le travail durant une heure, en février 1992 (voir *Inprecor* n° 347 du 28 février 1992), pour protester contre les attaques racistes et xénophobes. De nombreux Suédois de souche se sont joints à cette grève symbolique : le métro a été arrêté pendant cinq minutes et les fonctionnaires ont aussi participé au mouvement. ★

F. J

que lorsque les réfugiés ont fui les hôtels qui brûlaient, des francs-tireurs ont ouvert le feu sur eux » (2).

Selon Jonathan Eyal, haut-fonctionnaire britannique, cette crise des réfugiés « était absolument prévisible et elle sera difficilement résolue si l'attitude d'hypocrisie, mêlée de feinte surprise, de beaucoup de gouvernements européens ne cesse pas rapidement.

» La plupart [de ces gouvernements] savaient ce qui les attendait depuis longtemps : depuis le début de l'année 1991, des rapports des services secrets les mettaient en garde contre les dangers d'une guerre civile en Yougoslavie et contre la crise des réfugiés qui s'ensuivrait immédiatement.

» Les gouvernements occidentaux, effrayés par la forte augmentation du nombre des demandes d'asile pendant les deux dernières années, ont répondu de la seule façon qu'ils connaissent — en renforçant les contrôles aux frontières, en compliquant les démarches pour l'obtention de visas et en instaurant des conditions draconiennes d'entrée dans leur pays » (3).

L'hypocrisie occidentale

Parmi plus de 400 000 réfugiés qui ont quitté l'ancienne Yougoslavie, l'Allemagne en a accueilli presque la moitié. En Hongrie, en Autriche et en Suède, il y en a environ 50 000 et en Grande-Bretagne environ 2 000 — cette attitude timorée de la Grande-Bretagne a été critiquée à l'étranger et par des députés britanniques de tous les partis.

Les seuls besoins des réfugiés, pour cet hiver, dans l'ancienne Yougoslavie ont été estimés à 1 milliard de dollars — si l'escalade militaire se poursuit, ce coût sera beaucoup plus élevé.

Enfin, si la guerre s'étend au Kosovo, des millions de personnes pourraient fuir en direction de l'Albanie, le pays le plus pauvre d'Europe et le moins préparé pour faire face à un tel flux de réfugiés. ★

Manchester, août 1992

ment obligés, ne fût-ce qu'à cause de l'hiver, de quitter la Bosnie, ou bien ils mourront d'inanition » (1).

Deux réfugiés ou déplacés sur trois ont moins de 20 ans. S'ils ne trouvent pas protection et nourriture dans les frontières de l'ancienne Yougoslavie, cet hiver, ils s'enfuiront vers d'autres pays européens.

La plupart de ces réfugiés sont Bosniaques — à la fin juillet 1992, il y avait 1 285 000 Bosniaques sur 1 884 500 réfugiés. Environ la moitié se trouvent encore en Bosnie-Herzégovine — il s'agit donc de réfugiés intérieurs. Beaucoup d'entre eux

veulent quitter le pays aussi vite que possible.

Le journal britannique *The Guardian* a cité des exemples de ce qu'endurent certains d'entre eux : « Des obus de mortiers sont tombés sur un hôtel de Sarajevo rempli de réfugiés, la nuit dernière, mettant le feu [à l'immeuble] et jetant dans les rues noires des gens terrorisés qui criaient. Deux personnes sont mortes.

» Plusieurs heures après l'explosion de bombes sur le toit de l'Hôtel Europe, qui accueillait 1 500 réfugiés, celui-ci flambait encore. Une série d'autres explosions ont eu lieu dans Sarajevo. Des témoins affirment

1) *The Guardian*, 18 août 1992.

2) *The Guardian*, 8 août 1992.

3) *The Guardian*, 7 juillet 1992.

L'“assimilation” des Falachas

L'histoire des Ethiopiens qui ont immigré en Israël encouragés par l'Etat sioniste et son assistance organisationnelle, est la répétition de la rencontre des juifs orientaux — qui ont émigré des pays arabes dans les années 50 — avec les attitudes oppressives et discriminatoires de l'establishment ashkénaze de l'Etat juif.

Tikva HONIG-PARNASS



TOUTEFOIS, quels que soient les aspects de la politique d'assimilation subie par ces deux groupes, les juifs éthiopiens ont payé un prix plus élevé que les sépharades, bien que la bureaucratie

paternaliste ait rendu les immigrants orientaux des années 50 complètement dépendants de l'establishment “absorbant”. En général, sans leur donner leur mot à dire sur l'endroit où ils vivraient, le travail qu'ils exerceraient, ou la scolarisation de leurs enfants. Ils subissaient un apartheid dans le logement qui a provoqué leur relégation loin du centre du pays, dans des agglomérations sans aucune infrastructure économique et avec peu de chances de développement économique, ainsi que la destruction systématique et préméditée du reste de leur organisation communautaire. Ils enduraient des attaques visant à dépouiller leurs chefs religieux de toute autorité, et le racisme dans une attitude d'arrogance et de mépris vis-à-vis de la culture orientale. Enfin, l'establishment essaye d'expliquer leur situation difficile par leur culture “arriérée”.

Une fois les juifs orientaux “intégrés”, la société israélienne a poursuivi son entreprise d'institutionnalisation de la domination de la culture ashkénaze et du mécanisme social qui perpétue la marginalisation des Orientaux et leur empêche d'accéder au véritable pouvoir social.

De la même façon, les juifs éthiopiens sont aujourd'hui “assimilés” ; l'establishment va sûrement employer les mêmes moyens pour perpétuer la discrimination à leur égard. Pourtant, les mesures déshumanisantes et oppressives employées contre les

Ethiopiens sont encore plus dures que celles appliquées aux Orientaux dans les années 50, ceci pas seulement à cause des préjugés contre les Noirs africains ou du fait qu'ils aient été coupés de la majorité du judaïsme jusque très récemment, bien que ces facteurs aient pesé.

“Bons” et “mauvais” immigrants

Aujourd'hui, l'intégration n'a plus la composante idéologique sioniste qui a si bien servi l'establishment des années 50. Ce qui fait surtout défaut actuellement, c'est la pression idéologique pour un “sacrifice personnel” sur l'autel des objectifs sionistes, qui, à l'époque, avait un grand pouvoir d'attraction pour de larges secteurs de la société. Cette idéologie a légitimé l'exigence faite aux immigrants orientaux d'“accepter avec amour” les grandes difficultés économiques et sociales et le statut marginal qui leur étaient attribués par la société israélienne. Mais elle a aujourd'hui perdu ce large soutien.

Il n'est, par conséquent, pas très étonnant que le ministre du Logement, Ariel Sharon, ait proclamé qu'il était un « nostalgique des immigrants des années 50, parce les immigrants d'aujourd'hui ne se préoccupent que de leur problèmes personnels et matériels et non des questions nationales » (1).

Mais les immigrants russes (2) et éthiopiens ne sont pas les seuls à ne plus croire à l'idéologie prônant le “sacrifice” personnel. La société “intégrante” israélienne elle-même n'a pas l'ardeur qu'on puise dans une forte conviction intérieure qui est indispensable lorsqu'il s'agit de demander aux immigrants éthiopiens qu'ils se sacrifient pour les objectifs communs du sionisme et de l'Etat d'Israël. Une portion significative de la société israélienne des années 90 s'est déjà débarrassée du vernis idéologico-moral de

l'entreprise sioniste, et l'a remplacé par une idéologie rationnelle et réaliste, qui vénère le pouvoir.

Il en est de même pour le racisme qui faisait partie intégrante du projet sioniste depuis le début. Aujourd'hui, il est devenu plus flagrant et plus assumé, et pas seulement vis-à-vis des Palestiniens. Début juin 1992, en pleine campagne électorale pour la treizième Knesset (3), le rabbin Shach — la plus haute autorité religieuse ashkénaze — a annoncé que « la communauté orientale n'a toujours pas le niveau de développement requis pour détenir une position dominante dans la direction de l'Etat et de la hiérarchie religieuse ». Le ministre du Logement s'échine pour obtenir des promoteurs des appartements dans le centre du pays ; ces derniers refusent de vendre leurs logements pour loger des Ethiopiens, de peur que leurs propriétés ne perde de la valeur, ceci alors que des Ethiopiens ont déjà été honteusement exclus de la piscine d'un *moshav* ashkénaze (4).

Ainsi, le traitement infligé aux Ethiopiens vide de son contenu l'affirmation selon laquelle les peuples juifs ne font qu'un. La définition religieuse de la collectivité que l'Etat d'Israël est supposé servir et nourrir — le peuple juif — est, depuis le début, interprétée comme impliquant la suprématie de la hiérarchie religieuse orthodoxe ashkénaze. A ce jour, le combat des chefs religieux orientaux pour un statut égal continue ; les Ethiopiens sont encore plus exclus, puisque leur direction religieuse (la *kessim*) s'est vue refuser toute légitimité et que la judaïté de beaucoup d'entre eux, bien que reconnue par la *kessim*, a été remise en question.

Le racisme anti-éthiopien

De la même manière, le caractère mensonger de l'assertion qui constitue la raison d'être de l'Etat d'Israël et du sionisme — en substance, que l'Etat existe pour sauver le peuple juif des persécutions et de l'anéantissement — est bien plus évident aujourd'hui. En vérité, la détresse des juifs a toujours été utilisée pour faire avancer les projets du sionisme et de l'Etat d'Israël, et c'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui dans le cas des immigrants russes et éthiopiens. Sauf que, pour ces derniers, l'engagement pour les dédommager décevait pour l'utilisation qu'on a fait d'eux a été bien moindre, l'accent étant mis, avec bien plus d'insistance, sur le fait que cela « ne valait pas la peine ».

1) *Ha'aretz*, 11 juin 1992.

2) Voir *Inprecor* n° 333 du 21 juin 1991.

3) Nom du Parlement israélien. Voir *Inprecor* n° 356 du 3 juillet 1992.

4) Coopérative agricole.

Lors d'une soirée spéciale à la télévision, célébrant le premier anniversaire de l'"opération Salomon", on a demandé au représentant de l'Agence juive l'ayant organisée — « *Est-ce que nous commettons une injustice vis-à-vis de ces gens ?* » Celui-ci de répondre : « *S'il ne s'agissait pas de la Loi du retour et si l'Etat d'Israël ne s'était pas fixé comme objectif de faire immigrer des juifs, je dirais oui.* » En clair, les objectifs politiques du sionisme et de l'Etat d'Israël prennent le dessus sur le bien-être des juifs éthiopiens — et non seulement les objectifs centraux, mais aussi ceux de moindre importance qui servent le régime actuel et sa pérennité.

Ceci a été souligné par le docteur Haim Peri, principal du pensionnat de Yamin-Orad, dont les étudiants éthiopiens excellent d'un point de vue académique, grâce à une approche humanitaire de l'enseignement : « *Nous utilisons les immigrants éthiopiens à des fins de propagande, pour augmenter la fortune de l'Etat israélien, et pour satisfaire notre fierté collective. Après la guerre du Golfe, les Israéliens avaient besoin d'un "Entebbe" (5), et les juifs d'Ethiopie se sont trouvés au bon endroit, au bon moment. L'euphorie de l'"opération Salomon" était une espèce de supercherie, qui ne révélait pas la véritable nature des relations avec cette communauté. Une fois achevée, la fête était finie* » (6). Les chiffres suivants montrent à quel point la fête est finie pour les Ethiopiens.

Depuis début 1990, 27 000 Juifs d'Ethiopie sont venus en Israël, 15 000 d'entre eux sont arrivés il y a un an, lors de l'"opération Salomon" — 41 vols en 30 heures. De cette date jusqu'en mai 1992 4 500 autres ont suivi.

Une communauté en voie de désintégration

La plupart des immigrants éthiopiens sont aujourd'hui rassemblés sur 13 sites de *mobile-home* (des caravanes), dans des hôtels et dans des centres d'intégration. Seulement 6 % d'entre eux ont un logement permanent.

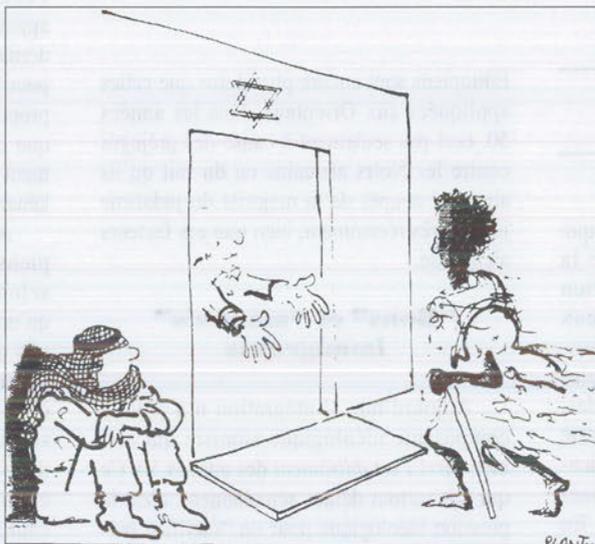
Le gouvernement avait promis, il y a un an, de les faire sortir des hôtels et pensions de famille, où ils ne devaient être hébergés "que pour quelques jours", d'ici à début mai 1992. Mais, le 22 du mai, 6 000 personnes y habitaient toujours.

L'immense majorité est au chômage. Seul un pourcentage insignifiant possède un travail occasionnel ou saisonnier comme le ramassage des oranges. La plupart mène une vie d'une extrême pauvreté avec les alloca-

tions gouvernementales de 500 shekels pour une personne seule ou de 1 200 shekels pour une famille de quatre personnes (7).

Durant les longs mois que les Ethiopiens ont passé dans des centres d'"accueil" et des hôtels, tous les aspects de leur vie ont été gérés par les représentants du gouvernement, et les familles n'ont pas eu leur mot à dire, même en ce qui concerne les plus petites choses, comme la préparation de la nourriture, par exemple. Après quoi, ils ont été envoyés sur des sites de *mobile-home* — des ghettos isolés, sans possibilité de gagner leur vie — où ils ont été contraints de rester sous la dépendance des autorités.

Le résultat final étant qu'après un an



d'"opération Salomon", la communauté éthiopienne est en voie de désintégration ; l'unité des familles éclate, l'autorité parentale disparaît, les chefs traditionnels ont perdu leur statut et le futur est incertain.

Seuls parviennent aux médias des fragments d'information concernant les graves problèmes affectifs, la violence familiale et le taux de suicide particulièrement élevé (8). La travailleuse sociale et dirigeante éthiopienne, Negist Mengashe commente : « *Lorsque j'étais enfant, en Ethiopie, je ne me souviens pas d'avoir entendu parler de suicide. Ici, une chose terrible est en train de se passer, et cela va de mal en pis... Les difficultés d'intégration et les humiliations religieuses brisent les gens, et ils ne savent pas comment exprimer la colère et la frustration vis-à-vis de l'establishment. Un immigrant éthiopien n'aura pas tendance à frapper du poing sur la table ou à briser une chaise, il ne poussera pas de hurlements. Il tournera plutôt ses sentiments de violence vers l'intérieur, sur lui-même, de façon à ne faire de mal à personne* » (9).

Un élément déterminant dans le travail de sape des mécanismes sociaux qui auraient pu garantir l'intégration de la communauté

éthiopienne ainsi que le bien-être et la dignité de ses membres, est constitué par les attaques des autorités israéliennes contre le statut des anciens de la communauté religieuse, la *kessim* : il y a quelques mois, la hiérarchie religieuse ashkénaze leur a interdit de célébrer des mariages, entre autres cérémonies importantes, et la confirmation de la judaïté des membres de leur communauté n'a pas été acceptée par l'*establishment* religieux israélien.

Le racisme religieux

A vrai dire, le plus sérieux des préjudices à l'identité et à l'honneur des Ethiopiens a été constitué par la remise en cause de leur judaïté ; les autorités ont exigé que beaucoup d'entre eux subissent les immersions rituelles et que les hommes versent leur sang en guise de conversion symbolique — pour avoir la permission de se marier.

Le dernier coup a été récemment porté, par le refus du ministre de l'Intérieur d'enregistrer 140 familles comme juives bien qu'elles possèdent un certificat clair de la part de leur *kessim*. Cela a été l'étincelle qui a déclenché l'agitation sur certains des "campings" et sur des centres d'intégration.

La politique d'apartheid du gouvernement, ouvertement paternaliste, dénie aussi aux parents le droit élémentaire de choisir le type de scolarisation de leurs enfants.

Tous les enfants éthiopiens sont envoyés dans des écoles religieuses sans que leurs parents ne reçoivent d'information complète sur les différentes filières scolaires possibles et sans qu'ils puissent choisir entre institutions religieuses et laïques.

Jusqu'à l'âge de 12 ans, les enfants vont dans des écoles religieuses d'Etat où ils étudient dans des classes séparées "jusqu'à ce qu'ils soient intégrés". A partir de 12 ans, tous les enfants de la communauté, exceptés ceux dont les parents s'y opposent, sont séparés de leurs parents et envoyés dans des internats — une pratique sans précédent à cette échelle en Israël. La majeure partie de ces pensionnats sont de très médiocre qualité, et ne laissent à leurs élèves que peu ou pas de chances de réussir à leurs examens d'admissibilité à l'université.

5) Nom d'un aéroport ougandais où avait été détourné un Airbus d'Air France en juin-juillet 1976, et sur lequel l'armée israélienne avait parachuté, avec succès, un commando de sauvetage des passagers.

6) *Yediot Aharomot*, le 22 mai 1992.

7) Le shekel est la monnaie israélienne dont le cours est d'environ 30 centimes français.

8) Ce taux atteindrait cinq fois la moyenne israélienne d'après Shachar Shnitzer dans *Challenge*, vol. III, n° 3.

9) *Ha'aretz*, 22 avril 1992.

Comme on l'a vu, une portion significative des Ethiopiens ont été parqués dans des zones isolées, sans infrastructures (routes, électricité, etc.) ni emplois. La plupart manque de transports publics, et les gens doivent marcher longtemps pour acheter à manger.

Les enfants en âge d'aller à l'école élémentaire sont dispersés dans diverses écoles d'"intégration" et doivent parcourir de longues distances chaque matin. Les mères ne peuvent pas apprendre l'hébreu étant donné qu'elles doivent rester à la maison pour s'occuper des plus petits, pour lesquels il n'y a pas de crèches ; les hommes n'ont rien d'autre à faire que de s'asseoir en attendant leur misérable chèque de fin de mois.

Dans les bidonvilles

Les prétendues "caravanes" ou *mobile-home* font, au total, 23 mètres carrés, avec une ou deux pièces, et ne sont donc pas adaptées à la famille éthiopienne moyenne qui compte beaucoup d'enfants — cela conviendrait plutôt à un couple ou à une famille avec deux enfants.

Le gouvernement israélien parle des *mobile-home* comme s'il s'agissait d'une "solution transitoire" pour trois ans au maximum. Mais les militants éthiopiens n'en croient rien, et prédisent que leur isolement, leur surpopulation, le chômage, des conditions de vie précaires vont transformer ces cités en de véritables ghettos avec tout ce que cela implique. Negist Mengashe, à qui on soulignait lors d'une interview, « *mais les mobile-home sont seulement une phase transitoire* », a répondu : « *Pour combien de temps ? Deux ans ? Sept ans ? Dix ? On disait aussi cela des centres d'absorption où les immigrants de l'"opération Moïse" ont été logés à titre "transitoire". A ce jour, des immigrants y vivent toujours. Les enfants de deux ans qui arrivent dans un mobile-home y habiteront encore lorsqu'ils seront des adolescents de douze ans* » (9).

Il semble que la désillusion quant à leurs chances de s'intégrer en Israël, à la lumière de la politique d'apartheid du gouvernement, est largement partagée parmi les immigrés éthiopiens. Ils sont conscients de l'expérience amère des *ma'abarot* (camps de transition), qui ont perpétué la pauvreté de générations de juifs orientaux, et ils ne veulent pas la répéter. L'absence de perspectives a récemment déclenché une période d'agitation parmi les Ethiopiens, organisée par des militants qui émergent de la vague d'immigration éthiopienne d'il y a sept à dix ans, qui connaissent l'hébreu, sont familiarisés avec l'*establishment* et ont suffisamment confiance en eux pour le critiquer durement.

Durant l'été 1992, il y a eu de multiples protestations contre la politique du gouver-

nement ; des grèves de la faim et des manifestations dans les centres d'intégration et dans les "caravanings". Par exemple, une grève de la faim dans le centre d'accueil d'Acre n'a été arrêtée qu'après la promesse écrite que tous les immigrants, pas seulement ceux d'Acre, recevraient un logement définitif dans les six mois et qu'ait lieu une rencontre avec le ministre du Logement — qui a déclaré que tout les immigrants se trouvant encore dans des hôtels seraient déplacés vers des "caravanings" d'ici à la fin juin 1992.

Des manifestations ont aussi été organisées sous les fenêtres du bureau du Premier ministre et devant son domicile, à la fin mai 1992, pour protester contre les principes de la politique d'intégration : paternalisme, coercition et déshumanisation. Lors d'une manifestation, organisée à la mi-juin par le Mouvement des juifs éthiopiens, les participants ont exigé la liberté de choisir leur lieu

d'habitation et où leurs enfants iraient étudier, et ont dénoncé la politique de ségrégation en matière de logement et de scolarisation. La revendication de la reconnaissance immédiate du statut de leur clergé, la *kessim*, et de la judaïté à part entière des juifs éthiopiens, étaient des exigences centrales de cette manifestation.

Il y a peu de chances pour que les demandes de logement définitif et de travail soient satisfaites comme promis, dans les six mois à venir. Il est également peu probable que les exigences de plus d'autonomie se concrétisent. En tout cas, tout dépend de la capacité de la communauté éthiopienne à s'organiser pour la lutte, et de la consolidation d'une direction éthiopienne capable de résister à la cooptation par l'*establishment* israélien. ★

News From Within
Juillet 1992

TERRITOIRES OCCUPES

Plus de dix jours de grève de la faim

Un vaste mouvement de grève de la faim des prisonniers politiques palestiniens a lieu depuis dix jours dans les territoires occupés.

La protestation a démarré dans quatre prisons — Jneid, Nafha, Asheqlon et Beer Sheva — pour dénoncer les conditions de détention (visites, nourriture, surpeuplement des prisons, etc.) et les violences subies durant les interrogatoires.

Le 30 septembre 1992, d'autres détenus ont rejoint le mouvement qui concerne désormais 10 prisons et environ 5 000 prisonniers.

À la prison d'Hébron, les incarcérés se sont même rasés le crâne pour protester contre le traitement qui leur est infligé.

Les autorités pénitentiaires répondent de façon revancharde, en accroissant la pression sur les détenus. À Naplouse, la police a refusé l'eau, le sel et le lait aux grévistes ; les avocats n'ont pas le droit de visite. Les traitements médicaux sont aussi interdits aux détenus en grève.

L'apparition de maladies a été signalée dans la prison de Tel Mond — où sont détenus des mineurs et plusieurs femmes — et à Hébron.

Les autorités pénitentiaires refusent l'ouverture de négociations si les détenus ne cessent pas leur grève de la faim.

Selon les médias israéliens, ce mouvement serait essentiellement "politique", provoqué par les échecs subis par les Palestiniens dans les négociations de paix.

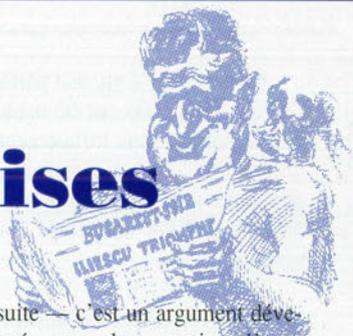
La réponse des autorités de la prison de Nafha aux grévistes est significative. Elles ont d'ores et déjà déclaré qu'elles n'autoriseraient aucun mouvement de prisonniers entre les différentes cellules et sections ; que les quartiers d'isolement ne seraient pas fermés ; que les prisonniers devaient savoir qu'on les traiterait encore plus mal à la fin de la grève (sic !), et, enfin, qu'elles n'étaient pas autorisées à négocier sur de telles demandes car tout dépendait du ministre de la Police.

Mardi 7 octobre, la population des territoires occupés a massivement exprimé sa solidarité avec les grévistes — des manifestations ont lieu un peu partout, malgré la violence de l'armée qui a déjà fait une centaine de blessés ; 500 étudiants de l'université de Bir Zeit ont entamé une grève de la faim et une marche d'un millier de femmes a eu lieu dans le Sud de la Bande de Gaza, à laquelle l'armée a violemment riposté. ★

8 octobre 1992

Source : Alternative Information Center

Elections sans surprises



ILIESCU et son parti apparaissent comme issus largement des vestiges de l'ancien régime stalinien, hérité du dictateur Nicolae Ceaucescu, exécuté en 1989. Depuis, Iliescu et son ancien Premier ministre Petre Roman, les deux principales figures du coup anti-Ceaucescu qui avait donné naissance au Front de salut national (FSN), sont tombés des nues ; en septembre 1991, une montée massive de mineurs mécontents sur Bucarest avait contraint ce dernier à démissionner. Par la suite, le FSN s'est divisé en deux ailes, l'une pro-Roman (le FSN) et l'autre pro-Iliescu — le Front démocratique du salut national (FDSN).

Les termes du débat entre Iliescu et Roman ont été résumés par le successeur de celui-ci, Theodor Stolojan qui a expliqué à un journal roumain que les prétendus bénéfices de la privatisation rapide n'étaient rien d'autre qu'un « *mythe importé plein d'idéologie* » (1).

En fait, même si une partie de la victoire d'Iliescu peut être attribuée à la puissance des réseaux dont il a hérité, il peut aussi compter sur un soutien réel du fait de ses promesses de protéger les masses paysannes et travailleuses des horreurs de la "privatisation rapide".

Le nationalisme à la barre

Les Roumains ont déjà eu un avant-goût des joies du marché. En 1991, la production brute de biens de consommation a chuté de 13,5 % par rapport à 1990 et la production industrielle de 21 % ; le taux d'inflation a avoisiné 10 % par mois et les salaires réels auraient perdu 20 % de leur valeur. Durant le printemps 1992, un chômage significatif est apparu. Les voix se sont portées sur Iliescu et son parti dans l'espoir qu'ils arrêteraient la débacle.

Le vote contre les privatisations est aussi purement défensif. Iliescu et son parti n'ont pas de perspectives alternatives aux réformes de marché. En l'absence de tout programme pour revitaliser l'économie roumaine, Iliescu va sans doute finir par s'appuyer sur un

Le dimanche 30 septembre 1992, ont eu lieu, en Roumanie, des élections parlementaires et présidentielles. Le président sortant, Ion Iliescu, a obtenu 48 % des voix au premier tour — avec une forte avance sur son concurrent de la Convention démocratique, Emil Constantinescu avec près de 30 % — tandis que le Front démocratique du salut national (FDSN) d'Iliescu, avec 28 % des suffrages, est le principal parti du nouveau Parlement. Le second tour des présidentielles se tiendra dimanche 11 octobre et devrait se solder par la réélection d'Iliescu.

Colin MEADE

nationalisme primaire, dirigé contre la minorité hongroise, concentrée en Transylvanie. Les professions de foi du FDSN montraient une Roumanie sans la Transylvanie — "bradée" par l'opposition, qui comprend l'Union démocratique des Magyars de Roumanie. Iliescu apparaissait comme l'homme « *qui peut éviter le démembrement du pays* ».

Le nouveau Parlement est très fragmenté et il sera difficile à Iliescu de former un nouveau gouvernement. Il dispose de deux forces d'appoint pour constituer une majorité stable. La première est constituée d'éléments de l'opposition "démocratique" qui veulent faire alliance avec lui. L'autre est constituée des partis nationalistes roumains, le Parti de l'unité nationale des Roumains de Gheorghe Funar, et Romania Mare (Grande-Roumanie).

Cette dernière alliance est fort dangereuse, elle pourrait entraîner des conflits avec la Hongrie où les forces nationalistes seraient inévitablement renforcées par des attaques contre les droits des Hongrois en Transylvanie. L'importante vague d'émigration de la forte minorité gitane — que le recensement de 1992 chiffrait à 409 723 personnes — est un symptôme des tensions ethniques en Roumanie.

L'ancienne République soviétique de Moldavie, dont la population est roumaine, représente un problème pour le régime de Bucarest. Jusqu'à présent, Iliescu a résisté à la tentation de jouer la carte de la réunification avec la Moldavie, ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la majorité, en Moldavie, est favorable à l'indépendance plutôt qu'à l'unification avec la Roumanie.

Ensuite — c'est un argument développé par les nationalistes roumains — parce que si la Moldavie quittait la Communauté des Etats indépendants (CEI) pour rejoindre la Roumanie, cela constituerait un précédent pour que la Transylvanie quitte la Roumanie pour la Hongrie.

Enfin, et c'est une raison de poids, la Russie est pour la Roumanie un allié économique et stratégique vital. Une variante possible serait une partition de la Moldavie, la partie occidentale allant à la Roumanie et la

République du Transdniestre devenant indépendante.

Hormis son manque de soutien populaire, l'opposition "démocratique" en Roumanie ne peut pas compter sur le même niveau de soutien politique et matériel occidental que certaines de ses homologues dans d'autres pays d'Europe de l'Est. Aux yeux des capitales de l'Ouest, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne forment un premier groupe qui peut être amené dans l'orbite "européenne". La Russie mérite de l'attention à cause de son importance stratégique. Les autres pays devront se prendre en charge.

Après la consternation de rigueur — motivée par des considérations idéologiques — l'administration des Etats-Unis a déjà annoncé sa volonté de lever les restrictions commerciales contre la Roumanie.

La politique en Roumanie, dans un futur proche, va être focalisée de façon croissante sur la question transylvanienne. Les efforts pour briser la poussée nationaliste ne seront efficaces que s'ils répondent aussi aux soucis économiques qui ont favorisé l'élection d'Iliescu.

Les protestations syndicales contre les implications économiques de l'"économie de guerre" actuellement appliquée peuvent jouer un rôle crucial dans la formation d'une nouvelle opposition. Les syndicats roumains, déjà très affaiblis, sont apparemment divisés sur le soutien à Iliescu, à l'opposition ou sur la création d'un parti du travail indépendant. ★

3 octobre 1992